

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

No. 1 septembre - octobre 2005

POLITIQUE INTÉRIEURE	2
1. Réhabilitation de Hu Yaobang à l'horizon?	3
2. Préparatifs pour le 17 ^{ème} CC	3
3. Menace nucléaire chinoise – L' « avis » de Zhu Chenghu représente-t-il celui du groupe dirigeant chinois?.....	5
4. Quelques précisions concernant les investissements dans l'industrie de la culture	6
ÉCONOMIE	7
5. Réforme de Baogang : le J'accuse de Shan Weijian	7
6. L'affaire Unocal et le développement des multinationales chinoises..	8
7. Le fonds de stabilisation, fantôme de la Bourse chinoise.....	10
POLITIQUE EXTÉRIEURE.....	13
8. Perspectives chinoises sur la crise nucléaire iranienne	13
9. Les divergences sino-américaines sont gérables	14
10. Europe : Le désenchantement chinois	16
AFFAIRES STRATEGIQUES.....	19
11. Perspective économique sur les affaires militaires américaines	19
12. Redéploiement américain en Asie Pacifique – les conséquences pour la Chine.....	21
13. La puissance militaire aujourd'hui	22
PRESSE TAIWANAISE.....	24
14. La prise de pouvoir de Ma Yingjiu au Kuomintang : un destin présidentiel ?.....	24
15. Le financement des investissements taiwanais en Chine populaire	25

Bulletin électronique d'Asia Centre – Centre études Asie sur la Chine, **China Analysis - Nouvelles de Chine** est dirigée par François Godement et Michal Meidan et commente l'actualité chinoise sur les thèmes politiques, économiques et de société, stratégiques et de relations internationales. **China Analysis - Nouvelles de Chine** s'appuie essentiellement sur la presse en mandarin avec pour objectif de présenter le point de vue de la RPC sur les questions internationales et du monde chinois.

www.centreasia.org

China Analysis, Les Nouvelles de Chine reprend une tradition: celle de présenter, sous forme de bulletin électronique régulier, analyses et points de vue tirés des journaux, revues académiques et publications du monde chinois – en priorité, la Chine populaire, mais aussi de Taiwan et Hong Kong dans la mesure où ces sources aident à la compréhension des évolutions et des rapports internes au monde chinois.

Ce premier numéro reprend des sources et des analyses des six derniers mois (avril-septembre 2005) ; les parutions ultérieures raccourciront cet intervalle à celui existant d'un numéro à l'autre.

Le bulletin s'attache à comprendre et faire connaître les analyses chinoises jugées les plus intéressantes, et les confronte de temps à autre à des articles et analyses émanant de la presse occidentale. Politique intérieure, économie politique et rapports avec la société civile, insertion internationale de la Chine, débats stratégiques ou militaires, relations entre les deux rives du détroit de Taiwan ainsi qu'évolutions internes à l'île constituent les principales rubriques du bulletin.

Nous valorisons les points de vue originaux ou inédits sans pour autant les reprendre à notre propre compte. Si l'analyse suppose un commentaire, elle peut se passer de jugement, sinon sur la véracité ou la plausibilité des thèses et des faits rapportés.

China Analysis, Les Nouvelles de Chine est aussi un lieu de publication immédiate et sans élaboration académique (pour la jeune recherche contemporaine française sur la Chine). Nous remercions particulièrement l'équipe qui a fait confiance au projet en contribuant à ce premier numéro. Cette publication se veut complémentaire de travaux scientifiques à maturation plus longue. Nous avons l'ambition d'enrichir ceux-ci par la réflexion sur la Chine, et par la connaissance des intervenants chinois dans le débat. La rédaction coopérera prochainement avec les centres français de recherche en Asie. Une version en langue anglaise du bulletin sera également disponible.

Enfin, les articles très divers que nous publions doivent aussi alerter les praticiens de la Chine – entreprises, presse, chercheurs et acteurs publics – de changements imminents dans des secteurs importants, et des réflexions en cours. Celles-ci permettent de mieux anticiper où ira demain la plus grande puissance émergente du XXIème siècle.

François Godement et Michal Meidan

1. Réhabilitation de Hu Yaobang à l'horizon?

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :
- Article non attribué, « Pékin s'apprête à marquer le jour de naissance de Hu Yaobang », Ta kung pao, 5 septembre 2005
- Dai Qing, « Commémorer la naissance de Hu Yaobang selon la logique de Hu Jintao », Duowei xinwen, 7 septembre 2005

La presse étrangère et hongkongaise fait état de préparations en cours dans la ville natale de l'ancien Secrétaire général du Parti communiste chinois, Hu Yaobang, en vue de commémorer les 90 ans de sa naissance.

Plus qu'une exposition artistique et que la reconstruction de sa maison dans la province, il semblerait qu'une initiative aurait été lancée par Hu Jintao pour qu'une commémoration officielle de Hu Yaobang, son ancien patron, soit tenue le 20 novembre 2005 à l'occasion du 5^{ème} plénum du Comité Central.

Le parti tiendrait même un symposium pour étudier son héritage et aurait approuvé la publication de sa biographie.

Cet évènement marquerait alors la première désignation officielle du nom de Hu Yaobang après sa mort et équivaldrait à la réhabilitation de sa réputation (*huifu mingyu*). D'après Dai Qing, dissidente pékinoise, cette réhabilitation servirait Hu Jintao pour avancer ses réformes politiques, dont certains sont dans la continuité des politiques de Hu Yaobang. L'objectif de Hu Jintao serait de rapprocher le Parti au peuple (*qin min*) et amorcer une réconciliation (*hejie*) non seulement avec le peuple chinois mais aussi avec la communauté internationale, par le biais d'un certain rapprochement entre le Parti et le peuple.

En s'attaquant à cet héritage difficile, la dissidente estime que Hu Jintao voudrait dissiper progressivement une rancune (*sijie*) qui bloque le développement de la Chine (aussi bien sur le plan politico-moral mais aussi, comme le souligne Dai Qing, sur des dossiers qui fâchent, tel celui de l'embargo d'armes européen sur la Chine). Or, "afin de faire fondre un iceberg, il faut minutieusement s'y attaquer petit à petit". (*ronghua yi zuo bingshan, yao cong yidian yidi kaishi*)

Hu Jintao estimerait, selon le *Duowei xinwen*, que le passé ne met plus en danger la pérennité du PCC et qu'il aurait à présent assez de capital politique pour amorcer cette "réconciliation". Or, la commémoration des naissances et décès des hommes politiques sont devenus des moments

politiquement tendus : le décès de Hu Yaobang le 15 avril 1989 ayant déclenché le mouvement démocratique qui s'est soldé par une intervention militaire le 4 juin. C'est également pour cette raison que le PCC a passé sous silence le décès de Zhao Ziyang en janvier 2005¹. L'acte de réhabilitation de Hu Yaobang pourrait donc marquer une nouvelle étape dans la vie politique chinoise².

Mais le *Ta kung pao*, tout comme Willy Lam³, ne voit pas dans cette réhabilitation partielle un changement du verdict de Tian'anmen. Le gouvernement n'est pas attendu de se prononcer sur ce sujet au plénum du mois de novembre et d'après le *Ta Kung Pao*, ne changera pas son jugement officiel des évènements de Tian'anmen. Pour ces observateurs, la décision du Président Hu de commémorer Hu Yaobang relève du besoin de Hu Jintao de consolider davantage sa position au sein du Bureau politique (et surtout de rallier le soutien de la ligue de la jeunesse communiste) et n'est en aucun cas la manifestation si longtemps attendue de son libéralisme⁴.

Il semblerait en effet, que Hu Jintao est un maoïste confirmé plutôt qu'un réformiste astucieux.

2. Préparatifs pour le 17^{ème} CC

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :
- Guan Xie "Li Changchun déclare qu'il démissionne du Bureau politique", Zhengming, numéro 7, juillet 2005, pp. 15-16
- Luo Bing, "Le comité préparatoire pour le 17^{ème} CC heurte à des problèmes", Zhengming, numéro 8, août 2005, pp. 8-9
- Luo Bing, "la liste des membres du groupe dirigeant du 17^{ème} CC a été divulguée", Zhengming, numéro 9, septembre 2005, pp. 8-9
- Guan Xie, "Wu Guanzheng, secrétaire de la Commission de Discipline et Inspection du parti, pose sa démission", Zhengming, numéro 9, septembre 2005, pp.19-20

¹ Voir M. Meidan, "Notice nécrologique du "camarade" Zhao Ziyang", *Les Nouvelles de Chine*, numéro 22-23, déc. 2004-jan. 2005

² Le Washington Post cite un membre du Parti, voulant garder l'anonymat, qui voit en cette décision un premier pas d'importance majeure : "If the party can change its position on Hu Yaobang, it can change its position on June 4 and on political reform." cf. P. Pan, "China Plans To Honor A Reformer", *The Washington Post*, 9 septembre 2005

³ Willy Lam, "Hu Boosts Power as He Scrambles to Maintain Social Stability", *China Brief*, Vol. 5, numéro 19, 13 septembre 2005

⁴ M. Meidan, "Hu lance un mouvement d'éducation socialiste ?", *Les Nouvelles de Chine*, numéro 24, février - mars 2005

Les évolutions politiques des mois d'été ont été suivies de près par le mensuel hongkongais *Zhengming* qui fait état des préparatifs du 17^{ème} Comité central de 2007.

Au mois de juillet en effet, la mise en place du comité préparatoire se heurtait à des difficultés en raison de l'incapacité du groupe dirigeant à le constituer. Au mois de septembre, bien que la solution à cette question ne soit pas évoquée et ne semble pas plus être trouvée, des thèmes moins contentieux sont abordés.

A l'occasion des réunions du comité permanent du Bureau politique tenus au mois de juin, une première proposition aurait été soumise pour que le groupe de préparation du 17^{ème} CC soit composé des membres du secrétariat actuel (sous l'égide de Zeng Qinghong), mais cette proposition aurait été rejetée. Ensuite, on aurait proposé (l'identité des initiateurs n'est pas précisée), que Hu Jintao se mette à la tête de ce groupe de travail avec Zeng Qinghong et Wu Guanzheng comme vice présidents, mais Hu Jintao aurait refusé "faute de temps" (*meiyou shijian*).

Or, au 5^{ème} plénum du 16^{ème} CC, la décision a été prise pour que le groupe préparatoire entame ses activités au mois de novembre 2005. Le temps presse et la décision semble loin d'être prise. Le Comité permanent du Bureau politique aurait donc invité Jiang Zemin, Song Ping, Wei Jianxing, Zhang Wannian, Li Peng, Zhu Rongji et Qiao Shi à assister à une réunion supplémentaire en vue de trancher sur la question (les trois derniers auraient refusé)

Aucun progrès n'étant enregistré sur ce front, le groupe dirigeant chinois se serait-il concentré sur d'autres priorités concernant la composition du 17^{ème} Comité central ?

Certaines exigences ont été mises en avant pour les membres du nouveau comité central: être capable de s'aligner sur la ligne politique, sociale et économique du Parti, avoir un bon dossier politique (*zhengji*), être honnête et être apprécié aussi bien au sein du Parti qu'à l'extérieur.

Quant à la composition du Comité central, le nombre de membres s'élèverait à 220, le nombre de membres suppléants à 185. 65% des membres permanents et 55% des membres suppléants seraient des membres permanents ou suppléants du 16^{ème} CC. Si les conditions se réunissent (*tiaojian chengshu*), entre 20% et 40% des membres permanents et entre 40% et 50% des membres suppléants seront élus par vote. Enfin, le nombre de femmes devrait augmenter à entre 40% et 50% des membres et la proportion de militaires devrait se maintenir à son niveau actuel.

Le Bureau politique serait composé d'entre sept et neuf personnes et les "hommes forts" seraient Hu Jintao, Wu Bangguo, Wen Jiabao et Zeng Qinghong. Huang Ju, Luo Gan et Wu Guanzheng compteraient prendre leur retraite, ce dernier, toujours d'après *Zhengming*, en raison de son incapacité de serrer la bride de la corruption rampante au sein du Parti. Jia Qinglin et Li Changcun auraient également annoncé leur intention de se retirer en raison des fortes pressions exercées sur eux et suite à leur reconnaissance des erreurs commises dans le passé⁵. Cependant, il se peut que Li Changcun exerce une fonction au sein de la conférence consultative politique du peuple chinois.

Parmi les autres candidats qui seraient considérés par le comité permanent du bureau politique pour occuper des positions au sein du bureau politique, du conseil d'état et de la commission militaire centrale sont : Li Keqiang (secrétaire du Parti de la province de Liaoning)⁶, Li Yuanchao (secrétaire du Parti de la province de Jiangsu), Wang Qishan (maire de Pékin), Zhang Dejiang (secrétaire du Parti de la province de Guangdong), Li Yunshan (membre du secrétariat et du bureau politique), Liu Yandong (Liu Yandong, vice-présidente de la Conférence consultative politique du peuple chinois et directrice du Département du travail du front uni du Comité central), Liu Qibao (secrétaire adjoint de la province du Guizhou), Wei Liqun (directeur du bureau de recherche du Conseil d'état), Xi Jinping (secrétaire de la province du Zhejiang), Wang Lequan (secrétaire du Parti au Xinjiang), Chen Liangyu (secrétaire du Parti à Shanghai), Han Zheng (maire de Shanghai), Zhou Qiang (membre du 16^{ème} CC et secrétaire de la ligue de la jeunesse communiste).

Ces dernières livraisons de *Zhengming* restent toutefois assez floues sur certains points et laissent de nombreuses questions sans réponse. Comment Zeng Qinghong pourrait-il être réélu au Bureau politique à l'âge de 68 ans? Pourquoi Hu Jintao aurait-il refusé de se mettre à la tête du groupe de travail pour la préparation du 17^{ème} CC? La base de soutien de Hu au sein de l'appareil central du Parti semble limité à l'heure actuelle⁷, les candidats cités ci haut, si admis à la direction du parti, pourraient renforcer cette base de soutien

⁵ M. Meidan, "Reclassements au sommet après le départ de Jiang", *Les Nouvelles de Chine*, numéro 20, octobre 2004

⁶ Au sujet de l'avenir politique de Li voir également M. Meidan, "La cinquième génération : l'émergence de la ligue de la jeunesse communiste", *Les Nouvelles de Chine*, numéro 24, février –mars 2005

⁷ Pour plus de détails sur cette question ainsi que des détails sur certains des personnages cités ci haut, cf. L. Miller, "Hu Jintao and the Central Party Apparatus", *China Leadership Monitor*, numéro 15

au détriment de Jiang Zemin et Zeng Qinghong et consolider la faction de la ligue de la jeunesse communiste, (*tuanpai*)⁸. Reste à voir à la fois si et comment Hu Jintao œuvre pour les promouvoir.

3. Menace nucléaire chinoise – L' « avis » de Zhu Chenghu représente-t-il celui du groupe dirigeant chinois ?

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :
- Luo Bing, « Le Bureau politique et la direction du militaire soutiennent les propos de Zhu Chenghu », *Zhengming*, numéro 8, août 2005, pp. 6-9.
- Chen You-wei, « China-US Nuclear Confrontation Not A Policy, But Only A Hypothesis », *Hsin Pao*, (*Hong Kong Economic Journal*), 24 Juillet 2005

Dans un entretien accordé le 14 juillet 2005 à Hong Kong à des journalistes étrangers, le général Zhu Chenghu, doyen de l'Université de défense nationale à Pékin, en réponse à la question « comment la Chine résisterait-elle à une intervention américaine en cas de conflit à propos de Taiwan ? », a déclaré, pour la première fois depuis une décennie, que la Chine serait amenée à se servir de l'arme nucléaire contre les Etats-Unis. Ces propos ont suscité de vives réactions aux Etats-Unis dès le lendemain de l'entretien ainsi qu'une vague de spéculations quant à la représentativité de ce point de vue au sein du groupe dirigeant chinois.

Les déclarations officielles, du général lui-même et du porte-parole du Ministère des Affaires étrangères chinois, ont souligné que le général n'exprimait là qu'une évaluation personnelle (*geren yijian fabiao de*) et bien que le *Hsin Pao* estime que ces propos en soit une effectivement, le mensuel hongkongais *Zhengming*⁹ estime, au contraire, que l' « avis » du général est partagé aussi bien par les milieux militaires que par les dirigeants politiques du pays.

Zhengming s'appuie en effet sur une réunion qui se serait tenue la veille du 16^{ème} CC, au cours de laquelle les cinq principes guidant la stratégie d'opposition aux Etats-Unis auraient été fixés comme suit par le Bureau politique et la commission militaire centrale.

1. Dans les 20 ans à venir, voire plus longtemps, les Etats-Unis constitueront une menace principale à la sécurité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine ;

⁸Voir L. Cheng, "Hu's Policy Shift and the Tuanpai's Coming-of-age", *China Leadership Monitor*, numéro 15.

⁹ Luo Bing, "Le Bureau politique et la direction du militaire soutiennent les propos de Zhu Chenghu", *Zhengming*, numéro 8, août 2005, pp. 6-9.

2. La prédominance américaine dans le domaine des hautes technologies est inébranlable ;
3. Aussi, la croissance des dépenses militaires chinoises devrait-elle se maintenir à un rythme annuel d'entre 15% et 25%. Il faudrait également procéder à une réduction progressive des forces militaires ainsi qu'améliorer et renforcer la marine et les forces aériennes ;
4. La Chine devrait soutenir le développement technologique et augmenter les dépenses dans ce domaine, veiller à ce que les systèmes nucléaires soient en état de marche afin de permettre à la Chine une réaction rapide et une possibilité de représailles (*zuochu baofu huiji he zai daji*).
5. Dans des conditions normales (*zhengchang xingshi*), la Chine tient à sa stratégie de non-emploi en premier de l'arme nucléaire.

Or, la question se pose, selon *Zhengming*, dans des conditions qui ne seraient pas « normales » (*feizhengchang*), telles qu'une intervention militaire américaine dans le détroit de Taiwan. Les propos de Zhu Chenghu seraient donc, pour ce mensuel, conformes aux directives du Bureau politique. Qui plus est, Guo Boxiong et Liang Guanglie auraient même exprimé leur soutien à ces propos le 18 juillet devant une réunion d'officiers et de professeurs des académies militaires chinoises en ces termes : "la Chine fait face à de nombreuses menaces sécuritaires - traditionnelles et non traditionnelles - ainsi qu'à une coalition internationale opposée à la Chine sous l'égide des Etats-Unis, qui considère la Chine comme une puissance émergente ennemie qu'il faudrait contenir. La force hégémonique américaine se resserre autour de la Chine, en Asie ainsi comme ailleurs. Dans les conditions actuelles, où les préparatifs pour une guerre deviennent imminents, si la Chine subissait une offensive militaire ; elle ne serait pas en mesure d'y répondre selon les normes des agresseurs et il est fort probable que nous subirions des pertes importantes. Mais dans un tel cas les agresseurs auraient alors à subir une revanche dévastatrice".

Enfin, le 20 juillet, le Bureau politique aurait soumis une directive de ne plus publier (*fabiao*) les propos de Zhu Chenghu.

La presse hongkongaise offre différentes interprétations de ces événements : Une véritable montée des tensions entre la Chine et les Etats-Unis? Simple tactique déclaratoire avant la rencontre entre le Président Bush et Hu Jintao (prévue en septembre 2005, mais annulée en raison du cyclone Katrina) ou encore une offensive préemptive avant la publication du rapport du Pentagone concernant la militarisation de la Chine?

Cependant, même si les propos du général Zhu représentent la stratégie chinoise¹⁰, la volonté de Pékin de réduire cette affaire au silence rapidement montre que la dissuasion nucléaire, quoiqu'une stratégie valable, est mise de côté en vue d'un rapprochement précoce et limité avec les Etats-Unis.

Mais un général aussi haut placé et influent que Zhu Chenghu pourrait-il vraiment s'exprimer « à titre personnel » ?

4. Quelques précisions concernant les investissements dans l'industrie de la culture

Au mois d'août, le conseil d'Etat a publié un document intitulé « Certaines décisions concernant les investissements non-publics dans l'industrie de la culture ». Le texte précise, entre autres, les domaines dans lesquels les investissements étrangers sont encouragés, limités et défendus ; celui reporté ci-contre est un des textes officiels présentant, de façon assez sélective, le lancement de cette initiative.

Neuf domaines en tout sont interdits aux investisseurs privés (dont les investisseurs étrangers) ; ils ne peuvent créer ou diriger en Chine des organismes d'information, tels que les stations émettrices de radio ou de télévision (câble, satellite et toute autre forme de diffusion), des agences de presse, des périodiques, des maisons d'édition ou des compagnies de production cinématographiques, de distribution ou d'export-import de films. Egalement interdits sont les domaines suivants: la distribution de livres et de magazines, les maisons de vente en gros et d'importation, tout comme la participation à des revues en tant qu'éditorialistes ou commentateurs. De plus, *Zhengming* (numéro 333, juillet 2005 et numéro 335, septembre 2005) rapporte que Hu Jintao aurait émis une directive, par le biais du Département de la propagande, exigeant que toutes les revues en Chine soumettent au gouvernement une liste des noms de leurs éditorialistes et commentateurs (réguliers et ponctuels) ainsi que leurs pseudonymes.

Les investisseurs privés peuvent cependant construire et exploiter, sous certaines conditions, des cinémas et des établissements de spectacles. Des sociétés à capitaux mixtes sont admises dans certains cas, mais à condition que le partenaire chinois détienne au moins 51% du capital.

La déclaration citée ci-contre comporte tous ces éléments et cite tous les domaines concernés mais passe sous silence ceux qui sont interdits aux investissements étrangers...

François Godement, Michal Meidan

Article non attribué, « *China guides private investments into culture industry* », *Xinhua*, 9 août 2005

The Chinese government issued a decision Monday to guide private investments into the sectors of the state-owned culture industry.

The decision, titled "State Council's several decisions on guiding the non-public capitals into cultural industry," clearly defines the areas that private investors can access, including the performing arts, theaters, museums, exhibitions, Internet services, flash and online games, film manufacturing, cinemas, audio products' distribution and so on.

The government will allow state performing troupes and theaters to form partnerships with private investors, even letting them be major stock holders. In certain areas, however - such as printing and distribution, the news publisher's advertisement, the music, science, sports and entertainment programming of broadcasters and TV stations, film manufacturing, distribution and screening - state capital will hold more than 51 percent of stock.

"In order to guide private cultural companies in developing in a sustainable and rapid manner," the decision called on the Culture Ministry, the State Administration of Broadcasting, Film and TV and the State Administration of Publication and Press to come up with detailed measures to implement the decision.

¹⁰ Il semblerait que la politique du non-emploi en premier serait débattue au sein de la direction militaire, cf. T. Christensen, "Looking Beyond the Nuclear Bluster: Recent Progress and Remaining Problems in PRC Security Policy"; *China Leadership Monitor*, numéro 15.

5. Réforme de Baogang : le *J'accuse* de Shan Weijian

Synthèse commentée de Thibaud Voïta d'après:
- Shan Weijian, « Pourquoi j'ai voté contre », *Caijing*, 08/08/05, n°139.

La Bourse chinoise est organisée selon le principe de « répartition des actions » (*guquan fen zhi*). Environ deux tiers des actions ne peuvent circuler : ce sont les « actions non échangeables », *feiliutong gu*. Elles appartiennent aux pouvoirs publics (une partie aux établissements publics qui peuvent les échanger entre eux, une autre à l'Etat en tant tel). Seul le troisième tiers peut être échangé librement par des acteurs privés.

Or, depuis l'été 2001, le marché boursier chinois est *bearish*. Selon Bloomberg, les Shanghai Stock Exchange (SSE) et Shenzhen Stock Exchange (SZSE) ont connu les plus mauvais résultats de la planète en 2004, devant la Bourse nigériane. L'idée –certes discutable et discutée– est répandue parmi les économistes et les autorités que ces médiocres performances sont dues à ce système de répartition des actions. Pékin a déjà lancé plusieurs plans pour transférer les actions non échangeables à des acteurs privés. Chaque fois, ces réformes se sont soldées par une chute des actions et les autorités ont été obligées de retirer leur programme. Pourtant, au printemps 2005, a été lancé un plan de vente des actions, d'abord limité à quatre entreprises puis étendu par paliers à 1300 firmes publiques cotées.

Ce plan concerne entre autres des fleurons de l'industrie chinoise, parmi lesquels Baogang, plus grosse entreprise d'acier du pays et cinquième mondiale dans ce secteur. L'organisation de la vente de ses actions a été annoncée le 28 juin 2005, après qu'un premier programme a été refusé. Le 12 août, les actionnaires de l'entreprise ont massivement voté pour ce nouveau plan.

La vente des actions non échangeables va provoquer un afflux de nouvelles actions Baogang sur le marché qui devrait entraîner les prix à la baisse. Les actionnaires risquent donc de connaître des pertes. Pour amortir cette baisse de prix, le plan de transfert des actions non échangeables de l'entreprise Baogang consiste, en plus de la vente de ces dernières, à proposer une compensation aux actionnaires. Pour dix actions détenues, ils se verront offrir 2,2 actions Baogang ainsi qu'un warrant pour une action.

En cas de chute du prix des actions, l'entreprise s'est engagée à racheter ses actions.

Enfin, dans les trois ans, les pouvoirs publics

devraient rester propriétaires de 67% des actions¹¹.

Cet article de Shan Weijian, de Newbridge Capital et membre indépendant du Conseil d'Administration de Baogang a déjà fait couler beaucoup d'encre¹². L'auteur y explique son vote contre le plan concernant Baogang au sein du Conseil d'Administration. Le style choisi par Shan est très littéraire et engagé (les références citées vont de A Q de Lu Xun à Peng Dehuai) donnant à cet article des allures de pamphlet.

Certes, Shan est favorable à une réforme de la répartition des actions et plus particulièrement à celle des actions de Baogang mais pour lui, le plan contre lequel il a voté consiste en une spoliation du peuple chinois, à qui appartiennent en principe les actions qui vont être offertes. Cette réforme serait donc inégalitaire et injuste. En outre, elle irait à l'encontre des principes de gouvernement par la loi, de la contrainte exercée par la règle de droit ainsi que de protection de développement du marché.

Ce plan est d'abord injuste à cause des indemnités qu'il offre aux actionnaires. Les titres changent de mains toutes les secondes, pourquoi donc choisir d'offrir des actions et des warrants à ceux qui détiennent actuellement des titres ? Les investisseurs ayant subi des pertes auparavant et ayant alors vendu leurs actions Baogang pourraient légitimement se sentir lésés. Cette idée manquerait de bon sens (*daoli*). Les propos de Shan sont violents à l'égard de ce plan d'indemnisation : il aurait pour conséquence de « brouiller les choses de manière radicale » (*chedi luan le tao*) et ne tiendrait pas debout (*zhan bu zhu tui*). Il remarque que le NASDAQ est passé de 4700 points en 2000 à 1170 en 2002 (soit une chute de 75%) avant de remonter aujourd'hui à 2200 (soit plus de 50% en moins par rapport à 2000). Or, aucune indemnité n'a été proposée par les autorités américaines. De même, le cours des actions H du marché de Hong Kong a chuté de 30% en 10 ans, sans qu'encore une fois ne soit discutée une éventuelle compensation.

Pire, offrir ainsi des actions pourrait avoir des conséquences néfastes sur le prix de ces dernières en incitant les actionnaires à se débarrasser des leurs et donc en réprimant la demande. En outre, un tel plan pourrait favoriser les pratiques de manipulations des prix.

Les autres acteurs qui devraient selon Shan se sentir lésés sont les établissements publics possédant des actions. Ceux-ci sont privés

¹¹ *International Herald Tribune*, 29/06/05 et 15/08/05, ainsi que *Caijing*, 27/06/05.

¹² Voir, dans la presse internationale, *The Economist*, 13/08/05, p. 61 et *IHT*, 15/08/05.

de leur bien¹³. Dans le cas de Baogang, les actions des établissements publics (*faren gu*) appartiennent à Baoshan, société mère de Baogang, et à la Commission de Gestion des Actifs de l'Etat (CGAE). Ces actions étant la propriété des pouvoirs publics, le propriétaire en est en principe le peuple chinois. Or, cette « majorité silencieuse » (*chenmo duoda shu*) n'a aucun droit de regard sur ces actions censées lui appartenir mais que l'Etat s'apprête à distribuer à des acteurs privés. Si on leur laissait le choix, il est à peu près certain qu'aucun établissement public n'accepterait de se débarrasser de ses actions d'une manière aussi peu rationnelle. Mais les établissements publics n'ont justement pas le choix. Donner 2,2 actions pour 10 actions détenues reviendrait ainsi à distribuer 3,8 milliards de yuans, soit à taxer chaque Chinois de 3 yuans ; sans compter les warrants dont le total approche les 4 milliards de yuans. Le prix à payer pour les citoyens chinois risque d'être lourd si les autorités adoptent le même type de plan pour d'autres entreprises.

Pire, Shan remarque que 9% des actionnaires de Baogang sont des étrangers. Il se défend de toute xénophobie (*paiwai*) mais ses propos sont violents. Il remarque que les Qualified Foreign Institutional Investors (QFII, les investisseurs autorisés à investir sur le compartiment de marché à l'origine réservé aux Chinois¹⁴) devraient être ceux qui vont le plus profiter de la réforme. Il rapporte les propos d'un directeur chinois de QFII : « nos étrangers (*laowai*) font preuve d'une joie malsaine, ils réagissent comme si un gâteau leur était tombé du ciel ». Donner ces actions aux QFII, reviendrait à dépouiller le peuple chinois de son argent et de son droit de vote pour les distribuer à des étrangers. Si un jour le peuple s'en rend compte, il demandera des explications aux autorités.

Enfin, Shan estime que la réforme est anticonstitutionnelle et antilibérale car elle viole le droit de propriété. La Constitution chinoise affirme ainsi l'inviolabilité de ce dernier et la protection de la propriété privée. De plus, le caractère sacré de la propriété ainsi que sa claire délimitation est une des bases de l'économie de marché. Or, pour Shan, une des plus grandes faiblesses de l'économie chinoise est justement l'absence de protection suffisante de la propriété du peuple. Redistribuer ainsi les actions publiques consiste en

¹³ A noter que les autorités se défendent de qualifier leur plan de transfert des actions non échangeables de « privatisation ». En outre, les pouvoirs publics devraient rester propriétaires majoritaires des actions des entreprises publiques pendant encore une période indéterminée. Ces ambiguïtés participent au flou qui entoure la manière dont les autorités pilotent cette réforme.

¹⁴ Sur les QFII, voir *Les Nouvelles de Chine*, octobre 2004, n°20.

une nouvelle atteinte. Encore une fois, Shan emploie une gradation dans ses termes pour désigner cette spoliation, caractérisée par les mensonges et la duperie du marché boursier¹⁵ : « *jialieweimao* » et « *kangmengguapian* ».

Au contraire, la réforme nécessaire consisterait pour lui à définir clairement les droits de propriété et à les réaffirmer comme base du marché. Alors, seulement la Bourse chinoise pourra guérir de ses maux.

Le point de vue de Shan est-il partagé ? Il faut croire que non, du moins parmi les actionnaires qui ont voté à 96,5% en faveur du plan. Au Conseil d'Administration, l'auteur est le seul sur 11 membres à avoir voté contre. De même, le marché semble avoir accueilli très favorablement le plan, la Bourse ayant gagné environ 9 points pendant l'été 2005.

Cette voix reste pour l'instant isolée, elle pourrait l'être moins au fur et à mesure que la réforme avance. De plus, elle pourrait être une incitation pour les autorités à accélérer les réformes¹⁶.

6. L'affaire Unocal et le développement des multinationales chinoises

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après:
- Wang Xiaobing, « L'évolution de la politique de 'sortir' », *Caijing*, numéro 142, septembre 2005
- Dai Qing, « Des choix pour l'énergie: la recherche d'une nouvelle voie », *Caijing*, numéro 140, 20 août 2005

L'affaire Unocal a fait couler d'encre aussi bien aux Etats-Unis qu'en Chine cet été. L'offre d'achat de la compagnie américaine lancée par CNOOC (18.5 milliards de dollars) a été bloquée par le Congrès américain qui y a vu une atteinte à la sécurité des Etats-Unis. Le bimensuel libéral de Pékin, *Caijing*, a traité longuement de cette question au croisement de deux thèmes: l'« offensive internationale » des entreprises chinoises d'une part et les choix de la politique énergétique du pays d'autre part.

En 2000, le gouvernement chinois a officiellement lancé la politique de « sortie du pays » (*zouchuqu*) qui encourage les entreprises chinoises à développer leurs activités à l'étranger. Lancée d'abord comme une politique expérimentale dans 24 provinces et municipalités, elle a permis à de

¹⁵ Il est difficile de savoir ce qu'il entend par « marché boursier » : l'institution avec l'ensemble de ses acteurs ? les autorités boursières ? ou tout simplement l'Etat par ses interventions ?

¹⁶ *IHT*, 15/08/05.

nombreuses entreprises chinoises d'accéder aux marchés internationaux, les exemples les plus connus en sont Haier, TCL, Lianxiang, et plus récemment CNOOC.

Dans le cadre de cette initiative, la procédure administrative et l'accès aux devises ont été simplifiés et les taux des prêts pour le financement de ces projets abaissés. Ces conditions préférentielles ont été destinées prioritairement à quatre types d'activités: 1. projets de développement de ressources naturelles à l'étranger; 2. projets favorisant l'exportation de technologies, équipements et main d'œuvre chinoise; 3. les investissements dans les centres de R&D capables d'attirer des hautes technologies et modèles de gestion étrangers et enfin - une catégorie assez large - 4. projets capables de renforcer la compétitivité des entreprises chinoises.

Un objectif supplémentaire était, d'après Wang Jiguang, directeur adjoint du département de la coopération économique au sein du ministère du commerce chinois, de réorienter les devises accumulées en Chine vers des projets à l'étranger. Ce dernier objectif est toutefois jugé irréaliste et irrationnel par Wang Jun, analyste à la Banque mondiale, car la gestion des réserves en devises ne devrait pas être assurée de façon administrative mais en laissant fonctionner librement les mécanismes de taux de change. Quoi qu'il en soit, les projets rendus possibles par cette politique ont suscité un élan d'investissements à l'étranger dont la valeur a connu une hausse de 28% par an pour passer de 1.8 milliards de dollars en 2000 à 6.2 milliards en 2004. Dans la première moitié de 2005, la banque import-export de Chine a accordé 30% de ses prêts (soit 28 milliards de yuans, environ 3 milliards de dollars) à des projets à l'étranger.

Or ces conditions avantageuses, octroyées aux entreprises désireuses de faire leur entrée sur le marché international, sont à l'origine des appréhensions des autres multinationales face à l'arrivée des entreprises chinoises sur les marchés. Cette politique de « sortir » est ainsi qualifiée par les analystes cités par *Caijing* d'arme à double tranchant: tout d'abord, comme ces entreprises sont vues comme des outils du gouvernement, leurs activités internationales sont interprétées comme le fait du gouvernement chinois en vue de réaliser ses propres fins stratégiques; ensuite, ces quasi subventions nuiront à terme au développement de ces entreprises. Wang Jun estime qu'elles devraient être soumises à des conditions financières plus contraignantes afin de leur donner une meilleure chance de survie face à la concurrence. Ces prêts à faible coût sont en réalité fort coûteux, aussi bien

pour l'administration financière que pour les entreprises.

Ainsi, bien que l'initiative de « sortir » provienne de l'entreprise elle-même, et que la démarche ait été lancée sans intervention administrative, l'autonomie de prise de décision des entreprises chinoises est loin d'être acquise. Les projets sont soumis à une procédure d'approbation administrative qui, en dépit des simplifications, reste très complexe. Qui plus est, les projets peuvent être soumis au Département du commerce ou bien à la commission pour le développement et la réforme, sans pour autant qu'il y ait une division rationnelle du travail entre les deux. Les règlements et normes de ratification ne sont pas harmonisés et souvent les entreprises préfèrent recevoir l'approbation des deux instances.

En dépit de ces difficultés, posées paradoxalement par un système destiné à encourager les investissements, le nombre de projets à l'étranger ne cesse de croître et a vu un élan particulièrement fort en 2005. D'après les analystes cités, ceci est dû au fait que les entreprises chinoises sont arrivées à une nouvelle étape et sont désormais en mesure d'offrir à la fois « value » et « manufacturing expertise » (en anglais dans le texte) à leurs partenaires étrangers. L'activité à l'international est donc une étape logique dans l'évolution de ces entreprises. L'étude de *Caijing* démontre toutefois que la grande majorité des investissements sont le fait des entreprises publiques aussi bien en raison de leur taille que d'une certaine facilité auprès de l'administration. Toutefois, soulignent les auteurs, la décision d'approuver un projet à l'international est prise de façon indépendante et en fonction de sa viabilité économique.

Or, le problème sur le plan international est loin d'être résolu. La résistance à l'entrée des entreprises chinoises reste très forte, dans tous les domaines, et surtout dans le secteur pétrolier.

L'offre d'achat de Unocal aurait donc été lancée par CNOOC indépendamment du gouvernement chinois, mais la forte opposition à cet achat semble être représentative d'une tendance plus générale et d'une appréhension face à l'influence de la Chine sur les marchés mondiaux en général et des matières premières en particulier.

D'après Chen Qingtai, directeur adjoint du bureau de recherche pour le développement subordonné au conseil d'Etat, Zhou Dadi, directeur de l'institut de recherche sur l'énergie dans la commission pour le développement et la réforme et Cao Xiaoxi, Ingénieur à l'institut de recherche technique et économique de Sinopec, la grande problématique du marché pétrolier mondial est justement

l'intervention d'éléments « hors marché » (*fei shichang ganyu*) qui nuisent à l'efficacité de celui-ci, faisant ici référence non pas au gouvernement chinois mais au gouvernement américain.

Prenant la hausse des prix pétroliers comme exemple, ils expliquent que la demande pétrolière est en hausse et l'offre serrée mais que la capacité de réserve existe, le problème provient non pas de l'incapacité du marché à signaler la nécessité d'accroître la production, mais de facteurs politiques qui la limitent (et ils citent l'Iran, l'Iraq et le Venezuela comme exemples...).

D'ailleurs, Chen Qingtai, directeur adjoint du bureau de recherche pour le développement subordonné au conseil d'Etat estime que l'opposition à l'acquisition de Unocal par CNOOC est due au fait que les Américains considèrent que le pétrole est réservé à un « club des riches » (*furen jielebu*). Ainsi, selon son interprétation de la vision américaine, la Chine peut très bien acquérir des multinationales dans le textile et l'électroménager, mais il ne faudrait pas jouer dans la cour des grands.

Or, pour devenir une multinationale, il faut avoir des opérations proportionnelles à ce statut. Cependant, les possibilités dans l'amont international sont limitées. Cette acquisition, était une occasion rare qui, se lamentent-ils, aurait contribué à transformer CNOOC en une véritable multinationale en augmentant ses réserves et sa valeur.

Ce n'est toutefois pas le seul facteur inhibant la transformation des compagnies pétrolières chinoises en multinationales. Elles font en effet face à deux problèmes majeurs : leur retard en matière technologique et en matière de gestion. « Du point de vue de la gestion globale - de l'amont à l'aval, du développement technologique et jusqu'à la gestion - nous ne sommes pas comparables aux autres [multinationales]. Les compagnies pétrolières chinoises sont faibles au niveau de la gestion financière. Comment serait-il possible de faire la transition à partir d'entreprises d'exploitation hautement spécialisées à des sociétés de portefeuille ? ».

Ainsi, d'un point de vue d'économistes, (et non pas de stratèges), la priorité de la sécurité énergétique est la sécurité économique, à savoir, un approvisionnement continu à des prix soutenables pour l'économie du pays. A l'instar des pays occidentaux donc, « l'objectif des entreprises chinoises lorsqu'elles vont à l'étranger est d'augmenter l'approvisionnement pétrolier mondial. La Chine, étant un grand consommateur, elle devrait contribuer à l'approvisionnement mondial ». Mais le statut de producteur peut aussi réduire le risque associé au statut de simple consommateur, qui, « en temps de crise, se trouve dans une situation passive ».

7. Le fonds de stabilisation, fantôme de la Bourse chinoise

Synthèse commentée de Thibaud Voïta d'après :
- Hu Shuli, « Le marché boursier : dire au revoir au sauveur » et Li Qing, « Evaluer le 'fonds de stabilisation' : jeter 100 milliards pour 'sauver la récolte' » *Caijing*, 07/03/05,
- Hu Shuli, « Pourquoi il est impossible de stabiliser le marché (Editorial) », *Caijing*, 05/05/05,;
- Li Qing « Shang Fulin repousse l'idée d'un fonds de stabilisation », *Caijing*, 30/05/05¹⁷,
- Wu Xiaoliang : « Le fonds de stabilisation ne peut avoir aucune base », *Caijing*, 13/06/05.

Depuis la rédaction de cet article, le fonds de stabilisation a enfin été officialisé. Le 29 septembre, les autorités ont annoncé son lancement, officiellement pour protéger les investisseurs des faillites des sociétés de courtage. L'objectif est de ramener la confiance sur les marchés boursiers. La taille du fonds n'a pas été précisée, mais le *Shanghai Securities News* spéculé sur 6,3 milliards de yuans. Selon les autorités, il sera financé par des taxes sur les achats de nouvelles actions et d'obligations¹⁸. Les questions posées dans les différents articles de *Caijing* analysés ici restent cependant sans réponse. Le fonds existait-il avant fin septembre ? Va-t-il uniquement être utilisé pour rattraper les pertes des sociétés de courtage ? Quelles sont les adaptations juridiques réalisées pour son lancement ?

Le fonds de stabilisation du marché chinois (*pingzhun jijin*) est un sujet polémique. Il est en discussion au sein de la China Securities Regulatory Commission (CSRC, autorité des marchés financiers chinoise) depuis la mi-2004. Beaucoup y sont favorables mais Shang Fulin, Président de la Commission y est opposé ; la majorité du Conseil des Affaires d'Etat le serait aussi. Les informations sur ce sujet ont tendance à être divergentes, les rumeurs y étant pour beaucoup. *Caijing* a suivi l'évolution de ce projet depuis quelques mois, révélant des informations parfois contradictoires sur son avancement.

Que le fonds voie le jour ou non, il reste une bonne illustration de la complexité de la Bourse chinoise et de ses problèmes.

¹⁷ Ces deux articles sont disponibles dans des traductions anglaises sur le site www.caijing.hexun.com, dans la rubrique *English Newsletter*.

¹⁸ *International Herald Tribune*, 29/09/05.

La création du fonds

A l'origine, l'idée était de créer un fonds pour permettre à la Bourse de retrouver une croissance perdue pendant l'été 2001. Il devait faire office de « sauveur du marché » (*jiushi*). Son action devait être contra cyclique ; luttant contre les mouvements du marché et contre les comportements irrationnels ; stabilisant le marché des titres. Il devait être contrôlé par les pouvoirs publics, et servir la politique du gouvernement. Enfin, le but de cette institution devait être non lucratif, et elle devait disposer de revenus suffisants, à savoir entre 50 et 100 milliards de yuans, pour assurer un minimum d'efficacité à son action. Les bénéficiaires de ces interventions ne semblent pas avoir clairement été déterminés : les petits et moyens investisseurs ? les sociétés en difficultés ? ou alors les actionnaires à qui ont été distribuées les actions non échangeables, en cas de chute du prix de celles-ci, dans le cadre de la réforme de la répartition des actions (*guquan fenzhi*)¹⁹ ?

Dans son article, Wu Xiaoliang cherche à déterminer les bases juridiques sur lesquelles pourrait reposer ce fonds. L'essentiel pour lui est que le fonds soit conforme et adapté à la législation chinoise. La question de la provenance des financements du projet lui paraît secondaire. Il souligne que de nombreux ajustements institutionnels vont être nécessaires. En premier lieu, les organes tels que la CSRC, le Ministère des Finances et les deux Stock Exchange ne sont pas forcément adaptés au fonds. En outre, il va falloir mettre en place des règlements spéciaux pour la gestion du fonds, ses interventions... Surtout, une des grosses difficultés devrait être de mettre le fonds en conformité avec la loi. Ainsi, le fonds devra répondre à des situations de crise qui risquent d'être imprévisibles. Il risque donc d'être en contradiction avec la « loi de prévision » (*yusuan fa*) qui constitue l'un des principes fondamentaux régulant le budget chinois. De plus, le fonds n'est pas conforme à l'article 5 de la Loi relative aux Titres (*zhengquan fa*)²⁰ qui interdit à toute entité de contrôler les prix du marché ou de lui fixer des objectifs. Enfin, ce fonds irait aussi à l'encontre des politiques de libéralisation poursuivies par les autorités.

Wu préconise de confier le fonds à une institution spéciale. La Huijin, entité gouvernementale dont le statut et les fonctions ne sont pas encore tout à fait clairs²¹, pourrait le gérer, à moins qu'un nouvel organe ne soit créé à cet effet. L'essentiel reste que les fonctions et les

objectifs de ce dernier soient énoncés de la manière la plus claire possible.

Le débat

Beaucoup d'acteurs ont défendu et défendent encore ce projet : pour eux, le fonds ne peut que permettre d'augmenter leurs profits. L'idée est qu'un tel fonds pourrait protéger les petits et moyens investisseurs. Plus précisément, il pourrait constituer un soutien nécessaire à la réforme du système de répartition des actions. Le fonds aurait de plus un « effet multiplicateur » : injecter 100 à 200 milliards de yuans sur le marché pourrait redonner la confiance aux investisseurs et attirer de nouveaux capitaux, restaurant de fait les capacités du marché à lever des fonds.

Les partisans du projet se réfèrent au fonds de stabilisation lancé à Hong Kong en 1998 pour répondre aux attaques spéculatives. Après 32 mois d'existence, en 2001, le gouvernement de la ville avait récupéré l'argent qu'il avait placé dans le fonds et réalisé un profit de 110 et quelques millions de yuans. L'expérience était donc un succès. En 2002, le fonds fut fermé.

Cependant, la majorité de l'intelligentsia semble être opposée à ce fonds. Pour Hu Shuli, ce projet est irréaliste. Comment un fonds pourrait-il trouver les moyens d'aller contre la volonté du marché ? Son argumentation s'appuie sur un rapide calcul : 1000 points de croissance du marché signifient 10 milliards de yuans de capitalisation supplémentaire. Or, l'argent viendrait naturellement de la poche du contribuable... De plus, le fonds risquerait de favoriser la corruption.

Seuls quelques pays ont expérimenté cette méthode. Le cas de Hong Kong est un exemple particulier : le fonds a été créé pour répondre à un problème précis (l'attaque spéculative). Pour l'équipe de *Caijing*, les autres expériences asiatiques, au Japon et à Taiwan ont été des échecs²². Autre problème, celui de l'aléa moral²³ que créerait un tel fonds. En outre, il s'opposerait aux mouvements naturels du marché.

Pour Hu Shuli, ce fonds est donc irréaliste. Elle affirme que les autorités sont parfaitement conscientes de tous ces problèmes et du probable échec d'un tel fonds. En réalité il ne serait qu'une

¹⁹ Voir l'article sur Baogang dans ce même numéro.

²⁰ Disponible sur le site de la CSRC : www.csrc.gov.cn.

²¹ Sur la Huijin, se référer à MING He, "Huijin, a SASAC for China's Financial Sector?", septembre 2004, *Briefing Note*, RIIA, University of Cambridge, 7 p.

²² Pour Taiwan, la question de la pertinence du Fonds National de Sécurité (*Guoan Jijin*) reste sujette à discussions. Voir I-Ru Chen, « Defending State autonomy in the age of financial globalisation. The case study of financial liberalisation of Taiwan's stock market », *European Association of Taiwan studies conference*, 17-18 avril 2004. Il insiste sur les particularités politiques du fond, principalement créé pour faire face aux conséquences boursières de la géopolitique.

²³ L'aléa moral sert à désigner le comportement des acteurs du marché qui, sachant qu'ils peuvent être renfloués par les pouvoirs publics en cas de difficultés financières, tendent à relâcher leur vigilance, parfois volontairement.

chimère destinée à redonner confiance aux petits et moyens investisseurs ²⁴. Autre possibilité expliquant l'existence de ce plan et citée par Hu Shuli et Li Qing : les partisans du fonds au sein de la CSRC chercheraient à faire assez de bruit autour de ce projet de manière à ce que les autorités soient finalement contraintes de l'adopter.

Y a-t-il un fonds sur le marché boursier ?

Reste qu'une sorte de jeu de yoyo semble s'être instauré : le projet est nié par les autorités qui le disent mort et enterré mais des rumeurs ou des articles viennent le ressusciter.

La (courte) histoire du fonds est ainsi riche en rebondissements qui viennent relancer les débats. Le plus étonnant a eu lieu le 19 mai. Ce jour-là, les actions de China Petro connurent un crash avant de remonter subitement, avec un volume inhabituel de transactions : 250 millions de yuans, soit quelques dizaines de millions de plus qu'à l'accoutumée. Pour les courtiers, ce mouvement inexplicable était le résultat de l'action du fonds, qui aurait donc été lancé en secret et serait déjà opérationnel. Le fonds aurait donc permis de faire grimper les actions A (échangées sur le Continent) de China Petro à 3,86 yuans, soit 16,92% de plus que les actions H de Hong Kong (à 3,207 yuans). La rumeur sur la pénétration d'un fonds sur le marché fut telle qu'elle réussit à maintenir la Bourse à la hausse pendant quelques jours.

Suite à cet incident, les déclarations de Shang Fulin, Président de la CSRC, au *Financial Time* le 26 mai 2005 auraient dû clore le débat. Le titre de l'article est éloquent : "*China Rules Out Significant Cash Injection Into Stock Market.*" Shang y récuse tout projet de fonds.

Pourtant, encore une fois les rumeurs continuent depuis à aller bon train : par exemple, le 8 juin, la Bourse a connu un nouveau bond à cause d'une rumeur selon laquelle la société Huijin allait gérer le fonds. Ce sera à Wang Jianxi en personne, Président de la Huijin, d'apporter un démenti officiel à la rumeur le 9 juin. De même, si Wu Xiaoliang étudie dans son article du 13 juin les bases juridiques possibles pour le fonds, cela signifie a priori que ce projet n'est pas abandonné...

En outre, les autorités injectent régulièrement des fonds sur le marché boursier, de manière officielle ou non, comme par exemple dans le cadre des opérations de recapitalisations

des trop nombreuses sociétés de courtage insolubles. Ainsi, la Huijin est déjà venue en aide à la Galaxy Securities en lui versant 5,5 milliards de yuans et une rumeur circule sur la possible création d'un fonds de sauvetage de 60 milliards pour elles.²⁵

Les questions de l'existence ou non du fonds, de sa forme et de ses objectifs restent ouvertes.

²⁴ La tendance est au retrait du marché boursier pour eux, étant données les pertes qu'ils ont enregistrées ces dernières années. En outre, il faut remarquer la coïncidence entre les rumeurs du fonds et le lancement de la réforme du système de répartitions des actions. Le fonds pourrait-il être un moyen de soutenir la réforme auprès des investisseurs, leur assurant des dédommagements en cas de chute des cours ?

²⁵ *Caijing*, 27/06/05 et 11/07/05.

8. Perspectives chinoises sur la crise nucléaire iranienne

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après:

- Zhao Weiming, Yang Mingxing, « Une analyse constructiviste du jeu nucléaire entre les Etats-Unis et l'Iran », *Xiandai guoji quanxi*, numéro 7, juillet 2005, pp. 20-27
- Tang Zhichao, Li Rong, « Les tendances de la politique nationale et internationale après les élections présidentielles en Iran », *Xiandai guoji quanxi*, numéro 7, juillet 2005, pp. 39-42
- Yao Kuangyi, « Réformes du monde arabe et le développement des relations sino-arabes », *Guoji Wenti yanjiu*, numéro 4, août 2005

Les récentes évolutions en Iran, aussi bien sur le plan national (les élections présidentielles remportées par le candidat conservateur Mahmoud Ahmadinejad en juin) que sur le plan international (les pourparlers concernant le programme nucléaire iranien) ont été suivies de près en Chine.

Les analyses publiées dans cette presse spécialisée étudient les implications du nouveau paysage politique en Iran pour l'avenir des négociations entre Téhéran et la communauté internationale au sujet de sa capacité nucléaire.

Alors que l'article de Tang Zhichao et Li Rong analyse les priorités du nouveau président pour en déduire que la situation risque de s'envenimer suite à un durcissement des positions, Zhao Weiming et Yang Mingxing adoptent une approche constructiviste qui leur permet de prévoir les possibilités d'un compromis entre l'Iran et les Etats-Unis.

L'analyse constructiviste que font Zhao et Yang se fonde sur les travaux d'Alexandre Wendt²⁶, et adopte une lecture de la crise nucléaire à partir de la notion de l'identité (*shenfen*) et de la vision de l'autre comme « ennemi » (*diren*). Contrairement aux théories de choc des civilisations et des conflits d'intérêts, la théorie constructiviste permet d'envisager des évolutions dans le système international liées au développement des idées et des cultures. La politique internationale n'est donc pas condamnée à deux issues, notamment la paix ou la guerre.

Il faudrait souligner que dans ces analyses les évolutions internes en Iran ne sont pas abordées dans les détails, seules les grandes lignes de l'histoire des relations irano-américaines et les priorités pour le nouveau président sont sommairement exposées. L'Union européenne occupe dans ces études le rôle d'acteur subordonné aux Etats-Unis pour les uns (Zhao et Yang) et d'acteur quasi insignifiant pour les autres (Yao, Tang et Li) car le véritable « jeu d'échecs » (*boyi*) se joue entre l'Iran et les Etats-Unis. Les acteurs tiers (dont l'Union européenne et la Russie) sont des pions entre les mains des deux parties. La Chine est remarquablement absente de ce jeu.

Ainsi, d'après la lecture constructiviste, qui s'attache à l'analyse des origines du conflit actuel, ce qui est contestable pour les Etats-Unis n'est pas la détention de l'arme nucléaire en soi (car l'Israël a pu développer une capacité nucléaire sans être scrutée par les Etats-Unis) mais l'identité iranienne et les valeurs sous-jacentes à la création de la république islamique. La véritable opposition entre les deux n'est donc pas liée au choc entre les valeurs libérales – démocratiques et les valeurs islamiques mais à la perception de l'un et de l'autre comme « ennemi » ainsi qu'à la perception du risque que ce système de valeurs pose pour les intérêts de l'autre dans la région. Or, la qualification d'un pays comme « ennemi » engendre la possibilité d'un conflit armé. Est-ce une possibilité réelle en cas d'échec des pourparlers ?

La réponse est unanime, aucun de nos auteurs n'estime que les Etats-Unis seraient prêts à se lancer dans une offensive militaire contre l'Iran.

Tang et Li estiment toutefois que la situation risque de devenir plus tendue et plus complexe suite à l'arrivée au pouvoir de l'ancien maire de Téhéran, Mahmoud Ahmadinejad. La priorité du président élu n'est pas l'amélioration des rapports avec les Etats-Unis mais la consolidation des liens avec le monde arabe. Or, indirectement, cette priorité pourrait aboutir à une modération des positions vis-à-vis des Etats-Unis car les déclarations intransigeantes d'Ahmadinejad portent à une inquiétude croissante au sein du monde arabe, ce qui risque de compromettre le rapprochement difficilement acquis par son prédécesseur. Toutefois, pour Tang et Li, le problème se pose également du côté américain car même si officiellement les Etats-Unis se sont déclarés prêts à donner une chance à la nouvelle direction iranienne, il semblerait que Washington ait perdu confiance en Téhéran. Cette attitude, préviennent les auteurs, risque d'envoyer un message « erroné et dangereux » à Téhéran. Les auteurs estiment néanmoins qu'aussi bien aux Etats-Unis qu'en Iran des courants pragmatiques (*wushizhe*) œuvrent pour modérer les positions des dirigeants.

²⁶ Et essentiellement sur son ouvrage *Social Theory of International Relations*, Cambridge University Press, 1999, 449 p.

Le risque de conflit militaire semble ainsi écarté. Le coût pour les Etats-Unis serait trop élevé car tant que le front irakien n'est pas apaisé, Washington ne peut s'aventurer seul dans une offensive militaire. Dans une telle éventualité, Washington verrait le monde arabe se retourner contre lui et non seulement ne jouirait-il pas du soutien de l'Europe, il perdrait cet allié. Toutefois, dans ce dernier cas, s'opposer aux Etats-Unis ne veut pas non plus dire se ranger aux côtés de l'Iran, car l'Union européenne n'est pas non plus convaincue, d'après nos auteurs, de l'engagement de l'Iran dans un processus de négociation et auraient perdu confiance en Téhéran.

Ainsi, ni l'Iran ni les Etats-Unis ne risqueraient de transformer la relation antagonique en guerre. Qui plus est, sur le plan politique, l'un comme l'autre font preuve de souplesse et se laissent une marge de manœuvre. Mais le rapport des forces étant inégal, chacune des parties joue les cartes dont elle dispose pour réaliser ses objectifs.

D'après Zhao et Yang, les Etats-Unis manient en effet la carotte et le bâton – les négociations avec l'UE-3 (la France, la Grande Bretagne et l'Allemagne) étant la carotte et le transfert du dossier devant le Conseil de sécurité de l'ONU et les sanctions, voire même la menace militaire qui s'ensuivent étant le bâton – le tout à une fin dont les analystes ne sont pas certains : changement de régime à l'irakienne ou isolation internationale à la libyenne ?

L'Iran, quant à lui, étant le protagoniste le plus faible, manie les divergences internes au camp occidental. L'Iran se permet d'engager un jeu de chat et souris avec les Etats-Unis, d'abord car la probabilité de guerre est faible, ensuite car « les Etats-Unis n'ont aucune preuve » concernant les capacités nucléaires iraniennes et enfin, car ils arrivent à tirer avantage économique et politique des divergences entre les Etats-Unis et l'Union européenne d'une part et entre ces derniers et la Russie d'autre part.

Toutefois, Tang et Li préviennent de façon assez paradoxale que si l'Iran ne fait aucune concession prochainement, elle risque de se retrouver isolée sur la scène internationale. L'intransigeance du président iranien risque de réduire, sinon d'effacer, les divergences entre les Etats-Unis et l'Europe sur ce point et de rendre le transfert du dossier au Conseil de sécurité à l'ONU plus probable. Or les auteurs passent sous silence la position russe et chinoise, qui a finalement bloqué le transfert du dossier au Conseil de sécurité – ce qui rend peu valable cet argument. A moins, bien sûr, que cette position ne soit éternellement maintenue...

Afin dénouer cette crise, Tang et Li préconisent une attitude plus coopérative de la part des deux

côtés, Zhao et Yang, quant à eux, recommandent une amorce de communication. En effet, si l'approche constructiviste permet une évolution des situations et un retournement des jugements, il y a encore une possibilité pour que les deux pays entament un processus de rapprochement, « comparable aux processus entre la Chine et les Etats-Unis ». Les auteurs évoquent, de façon assez surprenante, une exposition très simpliste de la position américaine vis-à-vis de la Chine qui est passée de d'hostilité à l'amitié suite à une décision politique. Or, inversement « si l'on décide de voir la Chine comme l'ennemi, elle le deviendra ». Il en est de même pour l'Iran. Si Washington et Téhéran décident de promouvoir la communication entre les deux pays, le fossé culturel pourrait être réduit. Et les auteurs de souligner : « Si la révolution iranienne n'avait pas eu lieu, l'Iran aurait à présent une capacité nucléaire avancée, acquise avec l'aide des Etats-Unis ».

9. Les divergences sino-américaines sont gérables

Synthèse commentée de Michel Auroy d'après :
- Tao Wenzhao 27, « les divergences sino-américaines sont gérables », Huanqiu shibao, 2 septembre 2005

Tao Wenzhao articule son article au fond optimiste autour de quatre oppositions qui lui confèrent un caractère dialectique, le rendant d'emblée assez convaincant, sans pour autant abonder en arguments, voire en faits précis : faut-il y voir le signe que tout auteur instruit d'informations générales peut exprimer un point de vue sur les relations sino-américaines, ou celui que, finalement, les purs effets de discours sont tout ce qui reste aux spécialistes, une fois abandonnée la possibilité d'une critique plus impartiale²⁸ ?

Afin de démontrer le caractère résoluble des divergences sino-américaines, le propos opère donc des va-et-vient entre quatre couples de termes.

1. Opposition du temps long dans lequel s'inscrivent les relations sino-américaines, au caractère transitoire des crises bilatérales :
Les relations sino-américaines n'ont *jamais* été détendues, ont *toujours* exigé l'attention soutenue de chaque partie, et le « rapport amour-haine » qui les caractérise est « manifestement parti pour

²⁷ Chercheur au centre d'études américaines de l'Académie chinoise des sciences sociales.

²⁸ En effet, la relation bilatérale est vue dès le deuxième paragraphe du seul point de vue de la Chine

durer ». Contrastant avec cette pérennité, la « légère inflexion » récemment advenue inaugure donc une de ces phases plus difficiles appelées à terme à s'inverser pour une phase positive. D'ailleurs, souligne-t-il en évoquant la question des droits de l'homme, « le pire est passé » [depuis le début des années 90]. Et, en définitive, le fond du problème tient à ce que « les Etats-Unis ne se sont pas encore faits à l'idée » d'un essor irrésistible de la Chine.

2. Entre les différentes strates de la société américaine impliquées dans les relations bilatérales :

Les déblocages et la stabilisation des relations bilatérales sont mis au crédit de l'administration pour les premiers, de la société pour la suivante. Ainsi, l'administration Clinton a compris en 1996 l'importance de la Chine, l'administration Bush s'est prononcée contre l'indépendantisme taiwanais et tiendra parole ; les liens culturels et économiques de plus en plus denses entre les deux parties confèrent une stabilité croissante à un lien traversant toutes sortes de turbulences. A l'inverse, « le Congrès, les médias et les lobbies » jouent le plus souvent un rôle nocif pour les liens bilatéraux : ces derniers notamment instrumentalisent tout point de contact entre la relation bilatérale et leurs objectifs propres. Le Congrès, reconnaît cependant l'auteur, parvient à adopter quelques décisions plus amicales à l'égard de la Chine²⁹.

3. Entre convergences et divergences d'intérêt :

Les intérêts communs énumérés sont assez rebattus, si l'on excepte en effet l'intérêt que présente la sauvegarde des liens économiques et commerciaux, les objectifs de paix et de stabilité mondiales, ceux de lutte contre le terrorisme et la prolifération qui ne sont pas spécifiques à la relation bilatérale sino-américaine. Les divergences, beaucoup plus pertinentes, portent sur la différence entre sociétés et idéologies (droits de l'homme), sur le taux de change de la monnaie chinoise, sur Taiwan, sur les suspicions stratégiques mutuelles et enfin sur la difficulté à harmoniser les intérêts et les objectifs « en Asie, voire dans le monde ». Dans cette « situation de co-dépendance à l'intérieur d'une méfiance partagée³⁰ », « aucun des deux Etats ne saurait courir le risque d'une détérioration ».

²⁹ Création de la commission Chine et adoption du projet de loi du sénateur J. Lieberman sur la promotion des relations culturelles : reconnaître qu'on doit faire des progrès dans la connaissance de l'autre est déjà un progrès, souligne l'auteur.

³⁰ L'expression, citée par l'auteur, est de Wang Jisi, directeur du centre d'études américaines de la CASS

4. Entre les signes positifs et négatifs affectant la relation :

Aucun de ces signes n'est particulièrement mis en exergue pour indiquer le sens de la variation actuelle dans la relation : au contraire, il semble ressortir de leur emploi une volonté d'équilibre, voire de neutralisation des uns par les autres : la relation sino-américaine a certes été récemment affectée à la fois par G.W. Bush et C. Rice d'une « complexité » venant s'ajouter aux termes de « candid, constructive, cooperative »³¹. De même, la publication du rapport du Pentagone sur la modernisation militaire chinoise³² indique une résurgence du thème de la « menace chinoise ». Cependant, l'instauration d'un dialogue stratégique³³, décidé en mars 2005 et inauguré en août, est un indice de volonté de rapprochement au plus haut niveau de chaque Etat.

Dans l'espace fortement structuré par cette analyse, Tao Wenzhao en vient aux méthodes susceptibles de résoudre les questions évoquées. Cette partie est moins convaincante, notamment du fait du caractère général et ressassé des modes opératoires envisagés. La parenté avec la méthode Coué est encore renforcée par la reprise du titre, *ad nauseam*, à chaque fin de paragraphe. Premièrement, la question des droits de l'homme est en voie de règlement grâce à l'instauration de multiples dialogues sur ce thème avec les pays occidentaux et l'Union européenne, dialogues qui leur permettent de « se défaire des erreurs de perception qu'ils pouvaient entretenir vis-à-vis de la situation et de la politique mise en œuvre en Chine ». On voit qu'on est loin du compte. Deuxièmement, le taux de change n'est pas un problème économique mondial, causé par une « tricherie de la part de la Chine », mais un problème politique sino-américain. Aussi la réévaluation du *renminbi* ne saurait régler la question du déficit américain ou des délocalisations. Les intérêts des consommateurs et commerçants américains sont d'ailleurs invoqués pour faire valoir l'intérêt de tous dans la liberté des échanges. L'avis similaire des experts (A. Greenspan, divers prix Nobel) est opposé à celui de l'administration en place et de leurs affidés

³¹ Sans que l'on puisse savoir s'il s'agit d'une citation, l'auteur souligne ainsi d'emblée l'adjonction d'un 4^e « C » aux relations sino-américaines, définies par un « triple C ».

³² Publié en juillet 2005, consultable sur le site du Pentagone.

³³ À l'origine, le terme employé avait été soigneusement évité par les Américains qui ne voulaient pas rappeler le « partenariat stratégique » de l'ère Clinton, ni amoindrir l'importance des dialogues stratégiques engagés avec leurs alliés. Nulle certitude sur un changement de cette position, des références à un dialogue stratégique ayant été relevées dans la presse occidentale citant expressément les médias chinois

du Congrès. Un problème dont l'existence même est autant disputée ne semble pas justifier que l'on imagine comment le régler.

Troisièmement, la question taiwanaise, placée par l'auteur au cœur des divergences bilatérales, n'est pas dans une très mauvaise passe, puisque depuis les critiques ouvertement formulées par le président américain³⁴ contre Chen Shuibian et sa politique, « la politique de l'administration n'a pas changé ». D'une façon plus inattendue, Tao Wenzhao rapproche cette déclaration américaine de la loi anti-sécession et des visites des leaders de l'opposition taiwanaise, faisant du tout un ensemble qui aurait renforcé la stabilité dans le détroit. Ainsi, « depuis quelques années, tout se passe comme si les Etats-Unis et la Chine avaient œuvré de concert pour préserver la stabilité dans le détroit³⁵ ».

Enfin, ce n'est pas la modernisation de l'APL qui constitue le véritable motif d'inquiétude pour les Américains (puisque l'armée chinoise est « encore bien loin derrière celle des Etats-Unis »), mais son manque de transparence³⁶ : cette perception peut se dissiper grâce au type de dialogue « stratégique » désormais engagé et à des échanges entre les deux armées³⁷.

En conclusion, cet article est plus le signe d'une bonne volonté, voire d'une certaine sérénité, vis-à-vis de la récente inflexion de la politique américaine, attribuée par l'auteur à la « lassitude ressentie à l'égard de la guerre contre le terrorisme » plus qu'à un réel virage politique. Il est vrai que les deux Etats ont pris soin de ne pas laisser s'envenimer les tout derniers départs de feu : par-delà les vertus calmantes de l'été, il faut bien remarquer le peu d'exploitation ayant fait suite aux déclarations du général Zhu Chenghu ou à la publication du rapport du Pentagone.

³⁴ Lors d'une conférence de presse donnée à l'occasion de la visite de Wen Jiabao en décembre 2003.

³⁵ Cette manière de procéder, excluant de façon grossière la Chine des causes d'instabilité dans le détroit, ne manque cependant pas d'habileté en donnant l'idée d'une co-gérance de l'Asie par les deux puissances.

³⁶ L'idée du doute stratégique partagé figurant dans la première partie de l'article était pourtant plus prometteuse que celle de l'opacité.

³⁷ Les questions de défense n'entrent cependant pas dans les discussions, malgré la demande insistante des Chinois. Par ailleurs, il conviendra d'observer comment la Chine répondra à la récente proposition américaine visant à installer une « ligne rouge » téléphonique entre les commandements militaires de part et d'autre, comme cela existe déjà pour les deux chefs d'Etat et les ministères des affaires étrangères

10. Europe : Le désenchantement chinois

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :
- Huo Zhengde, « Quelques réflexions concernant la relation stratégique sino européenne », *Guoji Wenti yanjiu*, numéro 2, avril 2005
- Hong Yousheng, « Une comparaison des politiques chinoises de l'Union européenne et des Etats-Unis », *Xiandai guoji guanxi*, numéro 8, août 2005, pp. 1-7

Après une série de rencontres et sommets, l'annonce de la « volonté politique » de l'Europe de lever l'embargo d'armes sur la Chine et la résolution des litiges commerciaux entre la Chine et l'Union européenne, les relations entre les deux partenaires semblent se consolider et se renforcer. Or deux analyses, publiées au printemps et à l'été 2005 présentent une vision beaucoup plus désenchantée de l'Union européenne et de sa relation avec la Chine. Les deux analyses citées ci haut divergent dans leurs lectures de la situation et surtout des intentions qu'ils attribuent à l'Europe dans la poursuite du rapprochement avec la Chine. Mais elles convergent entre elles sur certains points fondamentaux, notamment la perception que l'Europe n'est pas un acteur uni sur le plan international, et deuxièmement, que la relation sino européenne restera subordonnée aux aléas des liens respectifs de la Chine et de l'Union européenne avec les Etats-Unis, et enfin, que dans une relation triangulaire Chine – Union européenne – Etats-Unis, la Chine reste sujette aux évolutions de la relation transatlantique.

Si Hong Yousheng voit dans l'Europe un acteur passif, dont la dépendance stratégique des Etats-Unis témoigne de l'incapacité à s'en émanciper, Huo Zhengde, au contraire, estime que sur le fond, les différences entre l'Union européenne et les Etats-Unis ne sont pas profondes et que l'Union européenne est en désaccord avec les Etats-Unis sur la façon de faire, mais non sur les objectifs. Les différences de systèmes politiques (entre d'une part les valeurs démocratiques et libérales occidentales et le système politique chinois – qui ne fait l'objet d'aucun qualificatif ni définition dans chacun des articles) restent un obstacle fondamental à l'approfondissement réel des relations sino européennes.

Ce qu'il faudrait, d'après Huo Zhengde, c'est plus de pragmatisme, voire même de cynisme, dans certains aspects de la politique chinoise de l'Union européenne, et moins de dualité sur d'autres. D'une part, l'Europe joue la carte de la démocratie et de l'action humanitaire pour au fond, soutenir les politiques américaines, et tout en s'abstenant de faire grand cas de la question des droits de l'homme en Chine, tente de déclencher des

transformations sociales par le biais de l'intégration économique de la Chine. Or, si le *modus operandi* est différent, les intentions européennes vis-à-vis de la Chine, à savoir, « l'occidentaliser et amener à sa désintégration », divergent de très peu des intentions américaines. Les conflits latents d'idéologie et de valeurs existent bel et bien.

Contrairement à cette analyse, assez singulière dans le paysage académique chinois, Hong Yousheng voit précisément dans cette différence de *modus operandi* la force de la politique chinoise de l'Union européenne. Concernant les droits de l'homme, l'Europe a compris, selon M. Hong, qu'il ne faut pas exercer trop de pressions sur la Chine et que la voie du dialogue et des échanges entre les deux parties est plus susceptible d'accélérer le développement du système légal chinois. Les Européens auraient compris, d'après M. Hong, à la différence des Américains, qu'il ne faut pas juger la Chine par ses propres normes. Ainsi, si l'approche européenne est constructive, l'approche américaine est plus intransigente.

Sur la question de Taiwan, il en est également ainsi. L'Union européenne, n'ayant aucun intérêt stratégique en Asie du Nord-est, n'intervient pas dans les « affaires internes de la Chine » et préfère ne pas se mêler de la question. M. Huo est, sur ce point également, en désaccord avec son collègue. Certes, l'Europe n'a aucun intérêt stratégique en Asie, mais sa neutralité sur la question taiwanaise relève non pas d'une idéologie de non interventionnisme mais du fait qu'elle ne voudrait pas se ranger aux côtés de la Chine et nuire à sa relations avec les Etats-Unis. De fait, pour consolider sa relation avec la Chine et afin de devenir un acteur cohérent, l'Union européenne doit assumer un rôle plus conséquent dans les questions régionales. Faute d'un véritable engagement - et donc un enjeu - en Asie, la relation sino européenne reste limitée. « La relation sino européenne ne comporte pas de volet militaire - c'est leur plus grand avantage, mais aussi leur plus grand désavantage ».

Les litiges commerciaux ne sont pas non plus absents de ces deux analyses. Les échanges commerciaux, en l'absence d'échanges stratégiques, sont au cœur de la relation bilatérale, mais tandis que Hong Yousheng est optimiste quant à la capacité des deux partenaires de surmonter ces problèmes, (en raison de la volonté de l'Union européenne de soutenir l'intégration de la Chine dans le système international), Huo Zhengde estime que la solution de ces litiges deviendra de plus en plus complexe. Premièrement, les Etats membres de l'Union exploitent pleinement l'ambiguïté institutionnelle - ils promeuvent les liens commerciaux sur la base des accords bilatéraux relevant de l'Etat mais se

tournent vers les instances européennes pour résoudre les litiges. Deuxièmement, l'Union européenne se range derrière les Etats-Unis dès que cela peut servir sa propre cause ; ainsi l'Europe laisse les Etats-Unis faire pression sur la Chine dans la question monétaire tout en attendant d'en tirer les bénéfices.

Les deux auteurs reviennent ensuite à la relation triangulaire Chine - Etats-Unis - Europe. Quelle est l'influence de cette relation triangulaire sur le système mondial ? Est-ce un élément de stabilité ou l'amorce d'une nouvelle structure internationale ?

Sur ce point, ils s'accordent à dire que ce triangle stratégique ne sera pas en mesure de régir les relations internationales en raison de ses faiblesses internes. Pour Huo Zhengde, la faiblesse essentielle est en fait la puissance américaine et la nécessité pour la Chine et l'Europe de maintenir la stabilité de leurs propres relations bilatérales avec la super puissance. Même si une confrontation entre les trois, ou une alliance entre deux parties contre la troisième, ne sont plus envisageables, l'inégalité entre les parties (la Chine étant le partenaire le plus faible) est à l'origine de l'incapacité de ce triangle stratégique à façonner un nouveau système. Pour Hong Yousheng toutefois, la fragilité de ce triangle réside plutôt dans la faiblesse de l'Union européenne - les divergences internes et le manque de position commune sur les questions internationales, ainsi que sa dépendance des Etats-Unis. M. Hong résume la relation transatlantique de la façon suivante : les Etats-Unis veulent un allié fort capable de soutenir et légitimer leurs initiatives internationales tandis que l'Europe, afin de promouvoir sa vision du système multipolaire voudrait privilégier la coopération avec la Chine. Néanmoins, les valeurs idéologiques communes aux deux alliés transatlantiques font que cette relation est plus forte que l'alliance sino européenne. L'incapacité de l'Europe à lever l'embargo sur les armes en est une des manifestations. Or, pour conclure, M. Hong n'écarte toutefois pas l'hypothèse selon laquelle l'Union européenne ne se positionne pas autrement vis-à-vis de la Chine car elle croit, au fond, dans les objectifs ainsi que dans les moyens américains.

Face à cette perception, quelle est la meilleure politique à adopter ?

D'abord, concrétiser et renforcer la relation sino européenne par le biais des liens stratégiques. Au-delà du simple appel à la levée de l'embargo, il y a une volonté de voir l'Europe s'impliquer réellement dans les questions régionales, peut être dans l'espoir qu'un véritable investissement puisse amener l'Europe à mettre en pratique le potentiel

que lui attribuent ces analystes, à savoir, devenir un contrepoids aux Etats-Unis.

Ensuite, renforcer les liens à la fois avec Bruxelles et les Etats membre, et fonder ainsi la relation multilatérale avec l'Europe sur une série de relations bilatérales.

Enfin, Huo Zhengde estime qu'une meilleure entente sino-américaine favoriserait le bon développement du triangle stratégique et pourrait même être le cadre dans lequel la levée de l'embargo pourrait être négociée.

Les deux analyses qui suivent privilégient tous deux une vision complexe de la stratégie américaine par les géopoliticiens chinois. Quelques conclusions frappantes en émergent : d'abord, la vision chinoise continue à prendre extrêmement au sérieux la doctrine et les initiatives de l'administration américaine, sans prêter attention ni tirer argument des difficultés qu'elle rencontre au sein de l'opinion publique américaine. Quoique prêts à concéder la complexité des calculs américains, la vision chinoise tend à leur donner un plein crédit, sans s'attarder sur les erreurs ou irrationalités ni sans appel à la morale. Particulièrement frappante dans ce contexte est la vision de l'opération irakienne comme d'une démonstration de force à l'usage éventuel d'autres pays tentés par une contestation de l'hégémonie américaine. De même, nos auteurs considèrent les théories stratégiques américaines certes dans leur diversité, mais plutôt en complémentarité qu'en rivalité mutuelle : ainsi en est-il d'une vision qui semble combiner Joseph Nye, cité ci-dessous, aux néo-conservateurs évoqués par allusion. D'une certaine manière, la puissance américaine et ses usages versatiles passionnent bien les observateurs chinois. Seule concession à la diplomatie politique conventionnelle, les institutions régionales asiatiques sont vues comme un contrepoids éventuel à l'hégémonisme américain : on touche là la justification essentielle du volet diplomatique de la politique chinoise elle-même, dont le « soft power » semble aujourd'hui tourné vers les voisins d'Asie du Sud-est et d'Asie centrale.

François Godement, Michal Meidan

11. Perspective économique sur les affaires militaires américaines

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de :

- He Xin, He Zhengpin³⁸ : « Une analyse de la stratégie militaire américaine à partir de son économie », *Guoji Wenti yanjiu*, numéro 7, juillet 2005

L'article de *Guoji Wenti Yanjiu* propose une analyse prospective de la « stratégie militaire unilatérale » (*danbian junshi zhanlue*) des Etats-Unis, dans une perspective d'économie de la guerre. L'article se fonde sur la théorie, consensuelle pour de nombreux stratèges américains, que la guerre doit permettre aux Etats-Unis de s'enrichir (*zhanzheng zengjia caifu lun*). Se fondant sur l'idée que « les bénéfices de la guerre doivent en dépasser les coûts » (*zhanzheng xiaoyi da yu zhanzheng chengben*) et que les intérêts économiques sont le véritable nerf de la guerre, les deux auteurs examinent la pratique stratégique américaine, pour en conclure que la domination du système international par la guerre est de plus en plus intenable dans le monde contemporain. Derrière cette réflexion, la préoccupation majeure des auteurs est clairement de prévoir les degrés relatifs de coopération et de *containment* dans la politique chinoise des Etats-Unis, si la Chine poursuit sa montée en puissance.

Pour que la stratégie militaire américaine soit efficace, il ne suffit pas de l'ajuster aux capacités de dépenses de l'économie des Etats-Unis. La guerre et le maintien d'une armée de plus en plus chère doivent contribuer à la croissance américaine, selon trois modes. Tout d'abord, dans une approche keynésienne, les dépenses militaires stimulent la croissance. Ensuite, le contrôle des ressources et des marchés mondiaux permet aux Etats-Unis d'assurer leur croissance à long terme. Par exemple, selon les auteurs, des experts américains estiment que les 170 milliards de dollars nécessaires à la campagne d'Irak représentent une dépense rationnelle, dans la mesure où la valeur des champs de pétrole en Irak est comprise entre 3000 et 4000 milliards de dollars. Enfin, les guerres américaines couronnées de succès renforcent le prestige américain dans le monde et encouragent les Etats et les investisseurs privés à acheter du dollar et des bons du Trésor américain, un cercle vertueux qui

³⁸ Professeur et étudiant de troisième cycle au Collège des sciences humaines et sociales de l'Université des Technologies de Défense (*guofang keji daxue*).

permet aux Etats-Unis de poursuivre leurs campagnes militaires.

Pour les deux auteurs, il existe une disproportion entre la part du PIB américain dans le PIB mondial (30%) et la part des dépenses militaires américaines dans les dépenses militaires mondiales (plus de la moitié). Ils citent Joseph Nye et sa théorie de « l'échiquier en trois dimensions » (*san wei qipan lun*), selon laquelle la stratégie militaire américaine est en décalage avec les capacités économiques réelles des Etats-Unis. Au premier niveau, militaire, de l'échiquier, la répartition de la puissance mondiale est unipolaire puisque les capacités militaires américaines dépassent de loin celles de toutes les autres puissances régionales ou à vocation globale. Au deuxième niveau, celui des capacités économiques, la répartition de la puissance est multipolaire (*duoji*) ; les Etats-Unis, l'Europe et le Japon contrôlent ensemble 2/3 des richesses mondiales. Au troisième niveau, celui des relations transnationales entre acteurs non-étatiques, qui par définition échappent au contrôle des Etats, la puissance est très dispersée.

Sur le plan intérieur, l'exagération (*kuozhang*) des dépenses militaires sera probablement difficile à maintenir à un tel niveau. Washington est confronté à une balance commerciale déficitaire (550 milliards de dollars en 2004) et à un déficit des finances publiques de l'ordre de 4% du PIB (400 milliards de dollars). Ce sont des déficits structurels, qui ont tendance plus à s'aggraver qu'à se réduire. D'autre part, les effets macroéconomiques de la relance par les politiques fédérales sont réduits. Enfin, la consommation très élevée a entraîné une véritable crise de l'endettement. Aujourd'hui, l'endettement moyen des ménages aux Etats-Unis est proche de leur salaire annuel. Si les coûts des interventions américaines semblent de plus en plus difficiles à assumer, la dernière campagne d'Iraq sème le doute sur les capacités de Washington à retirer des bénéfices de la guerre. Alors que pour l'heure, les dépenses de guerre et de reconstruction sont un « puits sans fond » (*wu di tong*), les Etats-Unis seront-ils réellement capables de sécuriser le contrôle des ressources pétrolières du pays ? Et d'autre part, la base morale de l'intervention américaine est mise en doute partout dans le monde.

Alors que les bénéfices économiques de la stratégie militaire américaine sont marqués par l'incertitude, l'augmentation des dépenses militaires constitue au contraire une tendance stable. Cette contradiction est de plus en plus évidente. Elle est renforcée par l'implication financière déclinante des alliés américains dans les guerres de Washington, et par le coût de plus en plus élevé du travail de reconstruction.

Aujourd'hui, la stratégie militaire américaine est donc confrontée à un défi : diminuer son coût de revient et augmenter, voire sécuriser ses bénéfices.

Selon les auteurs, la stratégie américaine vise avant tout à construire une hégémonie sans rival (*duyi wu er de baquan*), ce qui suppose de décourager toute tentative subversive de la part de pays tiers. Le Moyen-Orient, centre névralgique de l'action stratégique américaine aujourd'hui, ne constitue pas une force capable d'empêcher les Etats-Unis d'atteindre cet objectif : conflits intérieurs, puissance économique et militaire trop peu importante, très peu d'influence politique à l'échelle mondiale, les pays de la région ne peuvent pas menacer de manière crédible la préemption américaine à l'hégémonie mondiale. Dans ce sens, l'action américaine en Irak permet peut-être de dissuader certains Etats de chercher à contrebalancer la puissance américaine : pour les deux auteurs, c'est l'une de ses dimensions centrales (*genben yuanyin suozaï*).

Sur les modalités de mise en œuvre de sa stratégie militaire, Washington dispose de trois méthodes de contrôle, rigide (*yingxing*), moyen (*zhongxing*) ou souple (*ruanxing*). Par rigide, les deux auteurs entendent les alliances militaires multilatérales de sécurité collective ou les alliances bilatérales, qui selon eux, ont pour objectif de prévenir la montée en puissance de compétiteurs stratégiques. Par moyen, ils entendent un contrôle politico-économique appuyé par une menace militaire : sanctions économiques, embargo, gel des avoirs financiers, comme contre l'Irak, la Libye, la Corée du Nord ou Cuba. Le contrôle souple est au contraire fondé sur des avantages économiques et l'acceptation de la culture américaine ; il s'agit d'un contrôle volontaire. En termes de ratio dépenses militaires/avantages économiques pour les Etats-Unis, ce troisième mode de contrôle est le plus rationnel. Dans ces conditions, les auteurs prévoient qu'à l'avenir, pour faire face à leurs compétiteurs stratégiques potentiels, les Etats-Unis privilégieront ce troisième mode, en mettant en œuvre un mode souple de *containment* (*ruan ezhi*) en coopération étroite avec ses alliés.

12. Redéploiement américain en Asie Pacifique – les conséquences pour la Chine

Synthèse commentée de Michel Auroy d'après :
- Liu Qing, « L'influence des ajustements de la stratégie militaire américaine globale vis-à-vis de la sécurité dans le Pacifique », *Guoji Wenti Yanjiu*, numéro 4, août 2004

Pour traiter du redéploiement américain, Liu Qing adopte une approche claire et dénuée de simplisme, et déroule des arguments peu contraints par les biais stylistiques habituels à ce type de sujet. Analysant les diverses causes de la très ambitieuse réorganisation des troupes américaines à l'étranger, il en énumère les conséquences sous l'angle des relations de principaux pays de la région Asie Pacifique entre eux, et conclut en examinant les réactions ou initiatives chinoises susceptibles d'avoir barre sur les plus néfastes de ses conséquences.

Causes du redéploiement.

A la différence, marquante, d'un certain nombre d'auteurs chinois fascinés par la révolution dans les affaires militaires³⁹, il ne fait pas de cette dernière l'unique source du redéploiement, mais brosse au contraire un tableau dynamique et fouillé de l'évolution américaine mêlant divers types de causes :

C'est plutôt dans la fin de la guerre froide et les rééquilibrages successifs du monde qu'il voit la cause la plus lointaine et la plus pérenne de l'initiative américaine : en libérant les forces fixées en Europe, puis en mettant un terme à la logique du château fort⁴⁰ liant Etats-Unis et Europe occidentale. Cette modification majeure est évoquée d'une manière dialectique, laissant les fissures de l'Alliance apparaître au fil des événements (dont la guerre d'Iraq, bien sûr). L'émergence de l'Asie comme pôle de développement économique et zone stratégique

³⁹ La RAM, initiée par l'accélération du progrès technologique, dans le domaine de l'électronique d'armement et de la communication notamment, a suscité une refonte doctrinale dont on ne peut dire que les récentes expériences militaires américaines aient achevé la validation. Le cœur de cette doctrine tient dans une tentation panoptique permettant, par la capture de toute information sur le terrain, une réponse immédiate et adéquate, par des « boucles » capteur/décideur/système d'armes toujours plus courtes.

⁴⁰ Cette théorie illustre (en termes peu flatteurs) le penchant des alliés des Etats-Unis à se précipiter dans l'enceinte de l'Alliance lorsque menaçait la guerre, puis à retourner vaquer à leurs propres affaires une fois celle-ci éloignée.

de première grandeur complète la part géostratégique des motivations américaines.

Le progrès technologique, initiant la RAM, est identifié comme un autre moteur du redéploiement. Il est intéressant de noter que Liu Qing prend la chaîne causale dans cet ordre : pour lui, manifestement, ni la RAM, ni les différentes percées technologiques en amont, ne constituent en elles-mêmes un objectif du pouvoir américain. Elle n'est donc pas le produit d'une *stratégie des moyens* (c'est-à-dire : visant l'acquisition des moyens nécessaires à des fins identifiées). Ce point de vue sous-entend d'une part l'importance de l'industrie de défense américaine, qui structure et dimensionne la doctrine et les forces, d'autre part, qu'on ne saurait porter *a priori* la RAM au compte de mauvaises intentions américaines initiales⁴¹.

De même les attentats du 11 septembre ont-ils participé à la redéfinition stratégique militaire américaine : ayant fait émerger à Washington la vision claire d'un arc d'instabilité, ils ont suscité l'abandon de la doctrine Bush de 1991⁴², et ont fait glissé les regards vers l'Est et les menaces non conventionnelles. Les interventions militaires sur cet arc, par la réticence de certains de ses alliés, ont finalement amené Washington à comprendre l'intérêt des petites bases, dont aucune n'est indispensable, ce que l'auteur qualifie avec une belle précision de glissement d'un concept de *surface* à un concept de *point*.

Outre leur caractère souvent vital pour un théâtre considéré, les grandes bases sont coûteuses financièrement et politiquement, et créent de multiples problèmes de cohabitation avec les populations.

Cette nouvelle stratégie militaire, désormais versatile et proactive, et recentrée sur l'Orient ne manque pas de conséquences néfastes « pour celui-ci et pour le monde ».

Influence du redéploiement

Evitant de même d'adopter un angle unique - celui de la Chine - Liu Qing envisage l'influence globale du redéploiement, puis son impact sur les pays ou entités de la région⁴³.

La nouvelle disposition des forces américaines outremer d'une part optimisera la posture stratégique américaine globale, d'autre part leur

⁴¹ On pourrait contraster ce point de vue modéré avec le biais pris dernièrement par le Pentagone vis-à-vis de la Chine : considérant les moyens, voire les projets pour des aveux d'intentions, il participe activement au retour du thème de la *menace chinoise*.

⁴² Être en mesure de s'engager et de vaincre dans deux guerres simultanées.

⁴³ Il dénombre six « forces » en Asie Pacifique : Chine, Etats-Unis, Japon, Russie, Inde et ASEAN, mais semble exclure les Etats-Unis lorsqu'il parle des pays de la Région.

confédera rapidité et réactivité face aux crises émergentes. Cette puissance accrue, démultipliée par de nouveaux armements « au caractère éminemment offensif », bouleverse les *statu quo* et les différents équilibres locaux :

Le Japon, avançant derrière les Etats-Unis, fait progresser sa remilitarisation, renforce ses velléités de puissance régionale et s'ancre dans des positions extrêmes vis-à-vis de ses voisins, la Chine en premier lieu. La déclaration conjointe⁴⁴ nippo-américaine de février 2005 est particulièrement stigmatisée.

La Russie, en partie visée par le redéploiement américain remet la dissuasion en tête de ses moyens et réarticule ses forces pour en faciliter la bascule d'ouest en est, réactions purement défensives visant à faire comprendre à tous que l'Extrême-Orient russe n'est pas en déshérence.

Évaluant l'impact américain en Asie du Sud Est, Liu Qing y perçoit surtout le risque d'une fracture entre Etats soucieux de leur sécurité et Etats jaloux de leur souveraineté, les coalitions *ad hoc* générant ainsi des « graines de discorde » pour l'avenir.

L'Australie, en renforçant encore son rôle « d'ancre » régionale de la puissance américaine et recevant en retour armements et technologies de pointe, suscite la méfiance de ses riverains, ce qui renforcera nécessairement l'importance du facteur militaire dans la région.

La Chine est considérée comme « clairement visée », particulièrement dans la modification de l'équation taïwanaise : la présence renforcée de sous-marins américains à Guam, réputée leur donner une capacité d'appui immédiat⁴⁵ au théâtre taïwanais et l'alliance Etats-Unis / Japon, évoquée plus haut, non seulement « condamne » la porte de la Chine, mais de plus rend les séparatistes taïwanais toujours plus audacieux.

Mise en perspective et prescriptions

Tout comme il distingue les multiples causes du redéploiement, Liu Qing s'attache à trouver derrière ses motivations explicites d'autres calculs portant sur les intérêts américains.

La Chine, insiste-t-il, n'est pas la cause première, ni l'unique cause finale de cette réforme de grande envergure. L'indépendance de Taïwan n'est en aucun cas le but de Washington qui, sur ce point, n'a pas changé de politique, et ne veut pas plus qu'hier d'un conflit avec la Chine pour l'indépendance de l'île. La présence américaine renforcée au Japon enfin, vise également à contrôler le militarisme renaissant sur l'archipel.

⁴⁴ Déclaration dans laquelle les deux Etats rangeaient la stabilité dans le détroit de Taïwan au rang de leurs objectifs communs

⁴⁵ Amiral Blair, ex-commandant en chef des forces américaines dans le Pacifique (CINC/PACOM)

La Chine, pour qui « ce redéploiement ne constitue pas un danger grave, ni immédiat », se doit donc de réagir en amont afin de préserver l'avenir :

D'une part, en prônant l'adoption de mesures de confiance sino-américaines (la transparence notamment) « dans le but prioritaire de faire barrage à l'indépendantisme taïwanais », d'autre part en oeuvrant en faveur de la multipolarité dans la région, enfin par l'institutionnalisation des enceintes régionales - l'ensemble ne pouvant l'exonérer de l'indispensable modernisation de ses forces.

D'un ton éloigné des refrains sur les complots américains (à l'exception de quelques jugements sur Taïwan⁴⁶), cet article éveille en outre l'intérêt par trois points particuliers :

L'utilisation des termes de *facteurs*, de *variable*, de *complexité* confine à une vision algébrique des relations internationales, où le surcroît de facteurs augmente géométriquement le risque de mauvais calculs⁴⁷.

La polarisation de la visée multilatéraliste : les enceintes régionales sont vues comme les seuls instruments grâce auxquels les pays de la région pourraient restreindre (约束 *yueshu*) les Etats-Unis.

La vision sous-jacente d'une compétition – plutôt qu'une rivalité- avec les Etats-Unis : ainsi explique-t-il qu'un engagement fort de Pékin au bénéfice de la région serait de nature à rogner le « marché » laissé à la théorie de la menace chinoise. Où se profile tout de même l'idée d'un jeu d'influence à deux.

13. La puissance militaire aujourd'hui

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de :

- Feng Yongping⁴⁸ « Les changements dans la conception de la puissance militaire et l'émergence des grandes puissances », *Xiandai Guoji Guanxi*, n°7, 2005, p 7-13.

L'article publié dans *Xiandai Guoji Guanxi* propose une prise de position théorique sur les grands

⁴⁶Par exemple : la présence d'un militaire d'active (i.e. en tenue) au Centre américain de Taipei serait de nature à améliorer sensiblement la coordination américano-taïwanaise en cas de conflit.

⁴⁷ Ce point peut être rapporté à l'utilisation très fréquente dans la littérature chinoise de l'adjectif « complexe » (*fuzha*) pour la description de l'équation taïwanaise. On peut y voir un penchant pour le calcul, sinon pour la prise de risques calculés.

⁴⁸ Doctorant à l'Université Normale du Huadong, Shanghai.

courants des relations internationales, s'interrogeant sur la place de la puissance militaire dans la recherche de la sécurité et dans l'accès au statut de grande puissance. Il cherche à réhabiliter la tradition du réalisme stratégique, ce qui aboutit à justifier implicitement l'effort de modernisation de l'Armée Populaire de Libération. Les grands ouvrages de l'école réaliste ont été traduits en Chine à partir des années 80 ; ils fournissent aujourd'hui aux études des relations internationales en Chine leur socle théorique principal. Le paradigme réaliste perçoit la puissance militaire comme le fondement de la recherche par les grandes puissances de leurs deux intérêts fondamentaux : la sécurité et la puissance. Néanmoins, petit à petit après la Seconde Guerre Mondiale et surtout après la Guerre Froide, la puissance militaire, concurrencée par la mise en avant théorique et pratique du *soft power*, du neo-libéralisme et de l'institutionnalisme, aurait perdu ce rôle unique dans la préservation des intérêts centraux des grandes puissances. Feng Yongping relativise ce déclin du rôle de la puissance militaire dans les relations internationales, en cherchant à dégager un sens nouveau de la puissance militaire (*xin junshi liliang guan*) dans le monde contemporain.

Feng Yongping, en faisant référence sans les citer aux thèses de Robert Gilpin et de Paul Kennedy⁴⁹, observe tout d'abord qu'historiquement, les Etats qui ont accédé au statut de grande puissance par la puissance militaire et les guerres victorieuses, ont modifié le *statu quo* de l'ordre international pour en créer un nouveau. D'autre part, la perte du statut de puissance dominante d'un système régional ou du système international a impliqué des défaites militaires, ou un affaiblissement par l'effort de guerre. La dichotomie entre gloire et déclin des grandes puissances reste la structure fondamentale de l'histoire des relations internationales. Le lien fort entre puissance militaire, sécurité et politique de puissance mis en avant par la théorie réaliste n'est donc pas près de se dénouer (*li women shifen yaoyuan*).

Pour Feng Yongping, les tendances à la dispersion de la puissance militaire (*cong dan yi dao duo yuan*), à la fin du recours à la force dans les relations entre grandes puissances (*cong dongtai dao jingtai*), à l'usage limité en intensité des capacités militaires dans les conflits (*cong juehui dao xiangdui*) ne doivent pas faire oublier que le développement des capacités militaires reste la base de l'accès à la puissance sur la scène internationale. Pour Feng toutefois, et c'est l'originalité de son argumentation, l'accès au statut

de grande puissance dans le monde contemporain doit porter en lui une signification, autre que militaire. Si le développement de la puissance militaire reste un pré requis matériel, le sens ne peut s'atteindre qu'à travers le développement par l'État d'une identification collective à la culture kantienne (*Kangde wenhua de jiti shenfen*) de paix perpétuelle. La caractéristique de l'article de Feng est donc de distinguer les fondements matériels et la signification du phénomène d'accès d'un État au statut de grande puissance.

Selon l'auteur, embrasser ostensiblement la culture kantienne permet de diminuer le dilemme de sécurité que le développement des capacités militaires provoque chez les autres puissances d'un système. Cela permettrait au système d'autoriser sans guerre l'émergence de nouvelles grandes puissances, et surtout, à l'échelle de la puissance émergente, ces idées kantienne jouent un rôle normatif qui encadrent les possibles débordements militaires ; l'émergence des nouvelles grandes puissances n'est donc plus obligée d'emprunter le chemin militariste de toutes les grandes puissances de l'histoire du monde. C'est pour l'auteur la signification du nouveau sens de la puissance militaire. Sa spécificité est de mettre en avant des objectifs stratégiques amicaux (*shanliang de mudì*), tout en reconnaissant que le monde réaliste n'a pas disparu et que les dilemmes de sécurité sont encore une caractéristique majeure des relations entre grandes puissances. Il permet ainsi de se prémunir contre des risques contre lesquels les pratiques libérales ou institutionnalistes n'apportent pas de garantie suffisante.

⁴⁹ Paul Kennedy *The Rise and Fall of the Great Powers*, London, Unwin Hyman, 1988. Robert Gilpin *War and Change In World Politics*, Cambridge University Press, 1981.

14. La prise de pouvoir de Ma Yingjiu au Kuomintang : un destin présidentiel ?

Synthèse commentée de Hubert Kilian à partir de :
- Tong Qing-feng « La génération Ma Yingjiu s'élève et le nouveau Kuomintang naît », *Yazhou Zhoukan*, n°966, 31 juillet 2005, p 24-27
- Chu Xi-ting « La guerre de Ma Yingjiu vient juste de commencer », *Taiwan News* 21 juillet 2005, p16-19
- Huang Chuang-xia « La stratégie de l'océan bleu de Ma Yingjiu » *XinXin Wen*, 18-24 août 2005, 21-25

Si l'on excepte la visite historique de Lien Chan en Chine continentale en mars 2005, l'accession de Ma Yingjiu, le très populaire maire de Taipei, à la présidence du Kuomintang représente l'un des événements majeurs dans le paysage politique taiwanais. La course à la présidence⁵⁰ à laquelle Ma Yingjiu et son rival Wang Jinping se sont livrés a été très commentée par la presse taiwanaise mais aussi hongkongaise. Les différentes analyses se rejoignent toutes sur un point : Ma Yingjiu dispose de tous les atouts pour gagner l'élection présidentielle de 2008, malgré un certain nombre d'obstacles qui sont appréciés de manière divergente.

Pour le *Yazhou zhoukan*, hebdomadaire de Hong Kong, la victoire de Ma Yingjiu est un triomphe. L'auteur considère de manière très enthousiaste ses retombées sur l'ensemble du monde chinois, y voyant une source d'espoir pour le peuple chinois et souligne à quel point celui-ci a été ébranlé par cet exercice démocratique. L'article relève également la transformation de la culture politique de l'île à travers cette élection et souhaite très ouvertement que son influence amène le Parti Communiste Chinois à considérer le même type d'évolution politique.

Pour le *Taiwan News*, beaucoup moins enthousiaste, la victoire de Ma Yingjiu reste entachée de quelques faiblesses dans la mesure où Ma Yingjiu n'a guère réussi à s'entendre avec les trois hommes - Lien Chan, Wang Jinping et

Song Chuyu, soulignant ainsi le risque de luttes internes susceptibles d'affaiblir l'opposition qui pourra difficilement s'unir derrière un candidat unique pour l'élection présidentielle de 2008.

En ce qui concerne la stratégie employée par Ma Yingjiu, les trois articles se rejoignent dans un même constat. Le *Yazhou Zhoukan* souligne que l'esprit de réforme de Ma Yingjiu l'a emporté sur les manœuvres de Wang Jinping, qui a livré une guerre d'apparatchik (*da lao zhanji*) s'appuyant sur la vieille garde et utilisant les ressources financières du parti pour inviter, offrir des banquets et influencer... A l'inverse, Ma Yingjiu et son profil très occidental, a joué la carte de la transparence, de la moralité et de la réforme. En outre, les trois articles reprennent tous les analyses de la presse taiwanaise du mois de juin 2005 à propos des luttes de courants internes et selon lesquelles « Ma Yingjiu n'a pas d'amis tandis que Wang Jinping n'a pas d'ennemis au sein du Parti »⁵¹ (*Ma mei you peng you, Wang mei you diren*) pour souligner la différence des styles de campagnes.

Pour le *Taiwan News*, Ma Yingjiu a su jouer, dans les dernières heures de la campagne, la carte du climat de l'urgence (*gao jipai*) et de crise (*weiji gan*) abandonnant ainsi la guerre des Princes (*junzi zhi zhan*) à laquelle se livraient les deux candidats - ce qui a constitué un mouvement stratégique décisif dans la victoire de Ma Yingjiu. Selon l'article, le Maire de Taipei était conscient qu'une large victoire (*da ying*) était impérative pour lui apporter la crédibilité nécessaire en vue des élections présidentielles. L'absence d'une victoire incontestable eut porté le doute sur la réelle volonté de l'électorat d'entamer les réformes. L'article pose cependant la question de savoir si la victoire de Ma est plus liée à une volonté réelle de réforme ou au climat de crise généré en dernier lieu tout en soulignant les inconvénients d'une telle victoire dans le renforcement d'une alliance de Lien Chan, Wang Jinping et Soong Chuyu dont l'influence dans la parti est encore très forte. Enfin, le *Taiwan News* considère que les défis les plus importants pour Ma Yingjiu ne résident pas dans la gestion des affaires du Parti, comme notamment le dossier sensible des avoirs financiers ou les échéances électorales (municipales et de districts) de fin d'année mais au contraire dans sa capacité à dégager un véritable esprit de réforme. Il conclut enfin, sur la nécessité pour Ma Yingjiu d'être très prudent, rappelant que sa route vers une victoire présidentielle est encore très longue.

Dans un autre article très détaillé du *XinXin Wen* la stratégie de Ma Yingjiu pour les trois prochaines années est analysée. Selon l'article,

⁵⁰ Il s'agit de la première élection démocratique du président du Kuomintang dont le scrutin à bulletin secret s'est tenu le 16 juillet 2005. Ma Yingjiu remporte 72,4% des bulletins, exprimé par les 524 488 membres du Parti votants, soit un taux de participation de 51,17 %. Wang Jinping, Président du Yuan Législatif et soutenu par le Président sortant, Lien Chan est battu avec 27,6 %.

⁵¹ Voir notamment l'article du *China Post* du 12 juillet 2005 : « Wang has no enemies and Ma has no friends » <http://www.chinapost.com.tw/>

Ma Yingjiu s'inspirerait d'une théorie de gestion stratégique intitulée « Strategic Blue Ocean⁵² » (*lan hai zhelue*) pour conduire ses stratégies électorales à la manière des grandes entreprises. Pour appuyer sa démonstration, l'article cite la stratégie employée par Ma Yingjiu durant l'élection municipale de 1998 qui l'a vu battre Chen Shuibian. Très critiquée à l'époque, Ma Yingjiu avait choisi de ne pas répondre aux attaques virulentes du Maire sortant, tout en appliquant une doctrine visant à faire semblant se battre (*luan qiang da niao*). Or, pendant la course à la présidence du Kuomintang, Ma Yingjiu a employé la même stratégie qui consistait à ne pas répondre aux attaques de Wang Jinping.

L'article expose ensuite les principes stratégiques auxquels Ma Yingjiu attache une certaine importance et cite notamment Jiang Jieshi (Chiang Kai-shek) qui, durant la guerre de résistance japonaise, « s'appuyait sur le temps pour gagner l'espace » (*yi shijian huangqu kongjian*). Ma Yingjiu compterait appliquer une stratégie inverse : « s'appuyer sur l'espace pour gagner du temps » (*yi kongjian huangqu shijian*). En effet, selon Ma Yingjiu, le temps serait une ressource plus importante que le nombre de ses adversaires, et la volonté du peuple serait plus forte que celle du Parti (*shijian bi duishou chong yu, min yizhi guo tang yi zhi*). Sur ces fondements, Ma Yingjiu projette d'utiliser les trois années prochaines pour parcourir toute l'île et se désintéresser des luttes internes au Parti qu'il compte laisser à l'autorité de Lien Chan. (*Lian gui Ma sui*)

Enfin et à propos des relations inter-détroit, Ma Yingjiu, toujours en fonction des principes énoncés plus haut, prévoirait d'attendre 2007 avant de prendre une quelconque position, laissant s'affronter Lien Chan et Chen Shuibian. Le raisonnement de Ma Yingjiu serait le suivant : si Chen Shuibian parvient à trouver un espace politique pour ouvrir Taiwan sur la Chine (*kaifang dalu guang*), normaliser les liens aériens directs et construire une légitimité historique avec la mise en place des trois liaisons (*san tong kai zhuang zhe*), il n'est pas nécessaire pour Ma Yingjiu de rentrer dans la course ni de s'opposer à Lien Chan. Quelle que soit la configuration que prenne l'établissement de relations avec la Chine - un accord pour la paix entre les deux rives (*liang'an heping xieyi*) ou un marché commun des deux rives (*liang'an gongtong shichang*) - ou qu'il s'agisse d'une question plus complexe encore

comme celle de la participation de Taiwan aux jeux Olympiques de 2008, l'article prête à Ma Yingjiu la volonté de laisser au temps le temps. Cependant, pour conclure et à l'image du Taiwan News, le *Xinxin Wen* finit par mettre Ma en garde contre les dangers politiques d'une inaction trop prolongée.

15. Le financement des investissements taiwanais en Chine populaire

Depuis quelques mois, le gouvernement chinois multiplie les ouvertures de nature économique ou sociétale en direction de secteurs entiers de la population taiwanaise. L'accord sur les charters symboliques du Nouvel An 2005 a permis aux hommes d'affaires taiwanais sur le continent de toucher du doigt les avantages que leur procureraient des liaisons directes avec l'île. Sur le modèle d'un accord de libre-échange avec l'Asean, Pékin a promis une ouverture unilatérale de son marché aux fruits et légumes taiwanais – une mesure largement négociée, toutefois, avec une association de fermier liée au parti Kuomintang et non avec le gouvernement de Taiwan : c'est l'électoral agrarien du Sud de l'île, traditionnellement acquis au Minjindang plutôt qu'au Kuomintang, qui est ciblé par cette offre. Aujourd'hui, en créant une structure de crédit destinée aux entreprises taiwanaises opérant en Chine, Pékin favorise bien sûr la poursuite d'investissements aujourd'hui fragilisés par la montée soudaine des coûts de production en Chine ; mais le gouvernement chinois acquiert ainsi un moyen de pression supplémentaire sur la classe des entrepreneurs, et semble ainsi exclure une ouverture directe du marché chinois à la finance taiwanaise, alors que les banques étrangères sont invitées à entrer au capital des banques chinoises. Motivations politiques et incitations économiques s'entremêlent ainsi, démontrant le pragmatisme des dirigeants chinois mais aussi la persistance d'un cadre politique d'ensemble pour leur action.

François Godement, Michal Meidan

⁵² Selon l'article, la "stratégie de l'océan bleue" a été élaborée par W.Chan Kim et Renée Mauborgne de l'INSEAD en France. L'ouvrage publié en 2005, traduit en plus de 25 langues et dont la lecture a été imposée pour les membres du gouvernement et les dirigeants des grandes entreprises coréennes a été adoptée également par les équipes de campagnes de Ma Yingjiu.

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de :

- Chen Hsiao-t'ing « Les obstacles à l'introduction en bourse des entreprises taiwanaises en Chine sont innombrables », Xin Xinwen (*The Journalist*), n°966, 8-14 septembre 2005, p 86-87
- Chen Tung-yan « Le cadeau du Parti Communiste Chinois : 120 Milliards de Yuan pour financer les entreprises taiwanaises en Chine », Lianhebao (*United Daily News*), 8 Septembre 2005, A13
- Chen Tung-yan « Une attractivité encore plus importante pour les entreprises taiwanaises de haute technologie », Lianhebao, 8 Septembre 2005, A 13

Selon certaines estimations de la Commission aux Affaires Continentales du Yuan exécutif, le cumul de tous les investissements taiwanais en Chine populaire atteint déjà 100 Milliards de Dollars américains. Le continent chinois est déjà devenu le plus grand marché d'exportation de Taiwan et la source la plus importante des excédents commerciaux taiwanais ; c'est aussi la destination la plus importante pour les investissements extérieurs de l'île. Pourtant, pour investir sur le continent, les « Taishang » (hommes d'affaires taiwanais sur le continent) rencontrent des difficultés de deux ordres: l'accès aux capitaux, et l'absence de régime de change entre le dollar de Taiwan et le Yuan chinois. Le Bureau des Affaires de Taiwan du Conseil d'État⁵³ a donc décidé d'offrir aux Taishang « un cadeau » (*songli*) leur permettant de surmonter en partie leur difficulté d'accès aux sources de financement.

Le 7 Septembre 2005, la Banque de Développement Nationale (*Guojia kaifa yinhang*), une structure financière sous l'autorité directe du gouvernement chinois, a signé avec le Bureau des Affaires de Taiwan du Parti Communiste un accord pionnier, l'autorisant à mettre à la disposition des investisseurs taiwanais 120 Milliards de Dollars de Taiwan en prêts, l'équivalent de 3,5 milliards de dollars américains. Cet accord de coopération pour faciliter les investissements productifs de la part des Taishang a été signé pour cinq ans. Il est ouvert à tous les Taishang et pas seulement aux membres de l'Association des Entreprises Taiwanaises (*Taizi qiye xiehui*). Le plan s'accompagne de priorités sectorielles définies par le département des affaires économiques du Bureau des Affaires de Taiwan: les demandes de prêts dans les domaines des infrastructures et de la haute technologie seront favorisées.

⁵³ Site Internet:

<http://www.gwytb.gov.cn:8088/index.asp>

Pour le *Lianhebao*, cette mesure est très attractive pour les Taishang dans la mesure où elle leur permet d'éviter de s'appuyer sur les marchés de capitaux taiwanais. Elle est d'autant plus attractive pour les entreprises de haute technologie, qui sont les cibles explicites de l'accord. Si en plus de coûts de production très réduits et d'un immense marché, le continent chinois met en œuvre des mesures financières avantageuses, l'effet sur les Taishang sera très important, prévoit le quotidien d'opposition. Reste à savoir si cette mesure, avec des effets réels mais une portée expérimentale, sera suivie d'une réforme de fond sur le financement des projets des Taishang.

La mesure vient répondre à une baisse de compétitivité des Taishang cette année sur le continent par rapport à la concurrence étrangère. Le *Lianhebao* explique cette baisse par les difficultés des PME taiwanaises à lever des fonds pour appuyer leur développement. Difficultés qui entravent certaines mutations stratégiques indispensables à la croissance de ces entreprises, en particulier en ce qui concerne la montée en valeur des produits (*chanpin shengji*). Par rapport aux firmes japonaises ou coréennes, qui entrent en masse sur le marché chinois, les Taishang ne peuvent pas bénéficier d'un financement auprès des banques de leur pays, et il leur est souvent difficile d'accéder sur le continent à des plans financiers satisfaisants.

Jusqu'à présent, pour des questions de sécurité économique, les autorités taiwanaises ont toujours empêché les banques de l'île d'ouvrir sur le continent des structures de financement pour les Taishang. Les financements bancaires des investissements taiwanais sur le continent n'ont pu que reposer sur les trois canaux suivants:

- Des prêts de banques chinoises à des tarifs préférentiels, mais sans garantie juridique; ce mode de financement est toutefois relativement exclusif, et les PME sans contact sur le continent chinois en sont souvent privées.
- Des banques étrangères qui ont ouvert des bureaux spécialisés pour traiter avec les investisseurs taiwanais;
- Des banques taiwanaises qui ont ouvert des filiales à Hongkong spécialisées pour les services aux Taishang.

Dans ces conditions, cette mesure constitue un véritable choc (*daji*) pour les banques taiwanaises. En raison de l'imbroglio politique entre les deux rives, les banques de l'île, malgré leur désir évident de "continentaliser" leurs opérations, sont dans l'impossibilité d'ouvrir des filiales ou des centres d'opérations financières en Chine. Les tensions politiques et sécuritaires créent un goulet d'étranglement qui les empêche d'étendre leurs activités au marché pourtant lucratif des Taishang. Le gouvernement taiwanais pose volontairement

de nombreux freins à la libéralisation des échanges économiques entre les deux rives pour éviter ce qu'il perçoit comme une absorption progressive par la Chine populaire. Aujourd'hui, sa priorité en matière de relations financières entre les deux rives est d'obtenir des autorités chinoises un accord de protection des investissements taiwanais sur le continent.

Pour combler ce manque de ressources bancaires, les Taishang pourraient en théorie s'appuyer sur les marchés boursiers pour lever des capitaux destinés à investir en Chine. Mais en pratique, l'introduction en bourse sur le marché A des actions de Shenzhen et de Shanghai, n'a été possible que pour des entreprises taiwanaises de taille très importante. Pour les autres, les perspectives sont plutôt moroses, dans la mesure où cette introduction est très sélective, et réservée aux entreprises taiwanaises en joint-venture avec des partenaires chinois. D'autre part, les Taishang ne peuvent en théorie pas lever de capitaux sur les marchés boursiers taiwanais. Le principe des autorités de Taipei dans ce domaine se résume par la formule suivante: "L'argent entre en Chine, les dettes restent à Taiwan" (*qian jin Zhongguo, zhai liu Taiwan*). Le Comité pour le Contrôle des Finances du Yuan Exécutif (*jinrong guanli weiyuanhui*) prépare actuellement une nouvelle législation internationale; au départ, l'objectif de cette nouvelle législation était justement de préciser les modalités selon lesquelles les Taishang pouvaient entrer sur le marché boursier taiwanais. Mais les négociations internes entre les différents départements de la Commission n'ont pas permis d'atteindre de consensus. La Commission se tient pour l'instant à sa législation selon laquelle les investissements en Chine populaire ne peuvent pas dépasser en valeur 40% de la taille totale de l'entreprise, ce qui constitue un obstacle supplémentaire au financement des entreprises taiwanaises.

D'autre part, il y a l'obstacle de l'absence de mécanismes de conversion entre le dollar de Taiwan et le Yuan Chinois. Dans un contexte où aucune structure légale n'encadre les conversions entre les monnaies des deux rives, la formation d'un marché noir du change était inévitable. La criminalité financière est dangereuse pour la stabilité des échanges économiques et commerciaux entre les deux rives. L'une des propositions taiwanaises consisterait à donner à la filiale de Hongkong de la Banque de Chine le droit d'effectuer les opérations de change entre les deux monnaies pour permettre aux investisseurs taiwanais de disposer des liquidités en Yuan nécessaires pour se développer sur le continent chinois. La position chinoise, pour l'heure, consiste à dire que les Taishang en Chine populaire investissent majoritairement en dollars américains, et que pour cette raison, leurs occasions d'opérer en monnaie locale sont rares. Du côté de Pékin, le besoin de codifier le mécanisme de change entre

les monnaies des deux rives ne se fait donc pas ressentir dans l'urgence.

Dans ce contexte, le fait que le Bureau des Affaires de Taiwan ait autorisé la Banque de Développement National à prêter des fonds aux Taishang exercera sans doute un effet positif sur la compétitivité des Taishang sur le continent. Mais le « cadeau » chinois n'est pas désintéressé (*danchun*). Le *Lianhebao*, rappelant l'inévitable politisation des relations économiques entre les deux rives, souligne que cette mesure économique n'est pas dénuée d'un sens politique évident (*zhengzhi hanyi shizu*). Le Bureau des Affaires de Taiwan reste la structure de décision en dernier recours pour l'accord sur les prêts. Chaque demande des entreprises taiwanaises fera l'objet d'un "examen" (*shencha*) de la part de son département des affaires économiques. La possibilité de sanctions, de mises à l'écart ou de privilèges pour des motifs politiques est donc loin d'être écartée par le quotidien taiwanais.

Depuis que les relations économiques entre les deux rives ont pris leur envol, en particulier en matière de délocalisation vers le continent de la production des entreprises de haute-technologie taiwanaises, deux débats font rage à Taiwan. Taiwan pourrait-il devenir une friche industrielle par aspiration progressive de ses industries les plus compétitives (*chanye kongdonghua*)? La Chine populaire peut-elle utiliser la dépendance économique de Taiwan envers elle pour forcer l'île à des concessions politiques? Comme pour chaque avancée dans le domaine des relations économiques entre les deux rives, la presse taiwanaise réagit donc en saluant les nouvelles opportunités, tout en soulignant les risques politiques et économiques pour l'île.

La presse de ce numéro

- ❑ *Caijing* (Finance et Économie): revue bimensuelle d'actualité économique et financière basée à Pékin
- ❑ *Guoji Wenti yanjiu* (Etude des questions internationales) : revue bimestrielle publiée par l'Institut chinois d'études internationales (CIIS) à Pékin.
- ❑ *Huanqiu shibao* (Global Times): journal d'actualité internationale publié par le groupe officiel du *Quotidien du peuple* en kiosque les lundi, mercredi et vendredi
- ❑ *People's Daily* (Quotidien du Peuple): version anglaise de l'organe officiel du Comité central du Parti communiste chinois qui peut publier des articles non parus dans l'édition en mandarin (<http://english.peopledaily.com.cn/home.shtml>)
- ❑ *Ta Kung Pao* (ancien *L'impartial*): quotidien proche du Parti communiste chinois basé à Hong Kong
- ❑ *Xiandai guoji guanxi* (Relations internationales contemporaines): revue mensuelle publiée par le CICIR (Institut chinois d'études internationales contemporaines) à Pékin
- ❑ *Zhengming* (Rivalisons): revue mensuelle politique indépendante de Hong Kong

L'équipe

❑ **Editeurs :**

François Godement et Michal Meidan

❑ **Contributeurs réguliers :**

Michel Auroy, Mathieu Duchâtel, François Godement, Hubert Kilian, Michal Meidan, Thibaud Voïta, Joris Zylberman

❑ **Et aussi...**

Florence Biot, Cécile Cavoizy, Christine Chaigne, Valérie Demeure-Vallée, Lili Dutrey, Béatrice Freugé, Chloé Froissart (CEFC), Olaf Griese, Gilles Guiheux (CEFC), Églantine Jastrabsky, Aurore Merle (CEFC), Pierre Miège, Jean-Louis Rocca, Ilias Sarsembaev, Émilie Tran (CEFC)

❑ **Remerciements :**

CEFC Hong Kong, Françoise Nicolas